

Gazette officielle du Québec

Partie 1

Avis
juridiques

119^e année

26 décembre

1987

No 52

Québec 

Gazette officielle du Québec

Partie 1 Avis juridiques

119^e année
26 décembre 1987
No 52

Sommaire

Accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, Loi sur l'
Avis divers
Caisses d'entraide économique, Loi sur les
Caisses d'épargne et de crédit, Loi sur les
Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil, Loi sur le
Compagnies, Loi sur les
Compagnies étrangères, Loi sur les
Compagnies minières, Loi sur les
Déclarations des compagnies et sociétés, Loi sur les
Inspecteur général des institutions financières
Liquidation des compagnies, Loi sur la
Ministères, Avis concernant les
Mise en marché des produits agricoles, Loi sur la
Pouvoirs spéciaux des corporations, Loi sur les
Projet de loi d'intérêt privé, Avis de présentation d'un
Renseignements sur les compagnies, Loi concernant les
Services de santé et les services sociaux, Loi sur les
Syndicats professionnels, Loi sur les
Ventes par shérif
Ventes pour taxes, avis de publication

AVIS AUX ANNONCEURS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le Gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes. La première, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins à tous les samedis; la deuxième, intitulée « Lois et règlements », est publiée en français et en anglais au moins à tous les mercredis.

Contenu:

La Partie 1 de la *Gazette officielle* contient les avis juridiques dont la publication est requise par des lois ou des règlements ou encore par le gouvernement. Elle est publiée en français seulement.

Normes de recevabilité:

Les avis doivent contenir le minimum d'information requis par les lois et règlements qui régissent leur publication. On peut se référer à la *Gazette officielle* pour y retrouver des avis déjà publiés et les utiliser comme modèles. Les avis doivent être dactylographiés. Les annonceurs doivent fournir une lettre d'accompagnement indiquant clairement leurs nom et adresse, leur numéro de téléphone et le nombre de publications requises pour chaque avis.

Conditions générales:

Les manuscrits doivent être reçus au bureau de la *Gazette officielle* au plus tard à 16 h. le jeudi précédant la semaine de publication. Les avis reçus après cette date seront reportés à l'édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec se réserve le droit de retarder ou de refuser la publication de certains documents, à cause de leur longueur, de leur mauvaise formulation ou pour toute autre raison d'ordre administratif.

Les frais de publication sont payables à l'avance et doivent être acquittés par mandat ou par chèque émis à l'ordre de: « Les publications du Québec ». Un exemplaire de la *Gazette officielle* est automatiquement expédié comme preuve de publication pour chaque avis publié.

Toute demande d'annulation doit être faite par écrit et être reçue avant l'heure de tombée. Les frais déjà encourus sont facturés à l'annonceur à qui l'on rembourse tout montant versé en trop.

Si une erreur typographique se glisse dans une première publication, les annonceurs sont priés d'en aviser le responsable de la *Gazette officielle* avant la seconde publication. Les demandes de corrections au texte origi-

nal doivent aussi être faites par écrit et être reçues avant l'heure de tombée.

Tarif de publication

Le tarif de publication est de 0.63 \$ la ligne agate quel que soit le nombre de parutions.

Tarif de traduction

Le tarif de traduction est de 20 \$ les 100 mots.

Tarif pour les feuilles volantes

Le prix de vente pour les feuilles volantes est de 6 \$ la douzaine.

Prix à l'exemplaire

Le prix d'un exemplaire de la *Gazette officielle du Québec* est de 4 \$.

Les demandes de publication d'avis doivent être adressées comme suit:

Pierre Lauzier
Division de la *Gazette officielle*
1279, boul. Charest ouest
Québec G1N 4K7
Téléphone: (418) 643-9918

Abonnements

Tous les abonnements sont payables à l'avance. Faire parvenir votre chèque ou mandat-poste émis à l'ordre de « Les Publications du Québec ». Aucune réclamation après 90 jours.

Tarif d'abonnements

Partie 1 « Avis juridiques »: 48 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Lois et règlements »: 70 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Laws and Regulations »: 70 \$ pour 12 mois.

Toute correspondance concernant les abonnements doit être adressée au:

Ministère des Communications
Secteur des abonnements
C.P. 1005
Québec G1K 7B5
Téléphone: (418) 643-5150

Prière de faire part de tout changement d'adresse six semaines avant la date du déménagement et de retourner l'étiquette portant l'ancienne adresse.

TABLE DES MATIÈRES

ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS — LOI SUR L'

RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ (*Délégation*) 6171

AVIS DIVERS

ASSOCIATION DE LA RINGUETTE MINEURE DE SEPT-ÎLES (*L.P.*) 6171
 CENTRE DE FRATERNITÉ CHRÉTIENNE DE LORETTEVILLE (*L.P.*) 6171
 COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE DES VIEILLES-FORGES (*Rachat d'obligations*) 6171
 COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE DES VIEILLES-FORGES (*Rachat d'obligations*) 6172
 COMMISSION SCOLAIRE VAL-MONTS (*Rachat d'obligations*) 6172
 CONGRÉGATION DES TÉMOINS DE JÉHOVAH DE LÉVIS (*L.P.*) 6172
 M.R.C. DE LAJEMMERAI (*Gestion des déchets*) 6173
 SUCCESSION NORMAND DESPATIES (*Bénéfice d'inventaire*) 6173
 VILLE DE POINTE-CLAIRE (*Rachat d'obligations*) 6173

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — LOI SUR LES

CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE JOLIETTE (*Changement de nom*) 6174
 CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE L'ÉPIPHANIE (*Changement de nom*) 6174
 CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE L'ÎLE-ST-IGNACE (*Changement de nom*) 6174
 CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE MASCOUCHE (*Changement de nom*) 6174
 CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE RAWDON (*Changement de nom*) 6174
 CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE SAINT-JEAN-BAPTISTE-DE-JOLIETTE (*Changement de nom*) 6174
 CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE ST-ALPHONSE-RODRIGUEZ (*Changement de nom*) 6174
 CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE ST-AMBROISE-DE-KILDARE (*Changement de nom*) 6175
 CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE ST-CALIXTE (*Changement de nom*) 6175
 CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE ST-CHARLES-DE-MANDEVILLE (*Changement de nom*) 6175
 CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE ST-DAMIEN-DE-BRANDON (*Changement de nom*) 6175
 CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE ST-LIGUORI (*Changement de nom*) 6175
 CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE ST-PAUL (*Changement de nom*) 6175
 CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE ST-THOMAS (*Changement de nom*) 6175
 CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE ST-ZÉNON (*Changement de nom*) 6176
 CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE STE-BÉATRIX (*Changement de nom*) 6176
 CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE STE-ÉLISABETH (*Changement de nom*) 6176

CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE STE-MARIE-SALOMÉ (*Changement de nom*) 6176
 CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE STE-THÉRÈSE (JOLIETTE) (*Changement de nom*) 6176
 CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DU CHRIST-ROI (JOLIETTE) (*Changement de nom*) 6176
 CAISSE POPULAIRE SAINT-ROMUALD (*Changement de nom*) 6176

CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL — LOI SUR LE

ACCORDÉS

Alex Mestel 6177
 Annette Maria Apruzzese 6177
 Antoine Joseph Albert Dattore 6177
 Antonio Margheritino Sardo 6177
 Benjamin Baghdad Benas 6177
 Bernice Esther Eidelman 6177
 Joseph Alain Townsley 6177
 Joseph André Robert Bernard Sinclair-Desgagné 6177
 Marie Jeanne Huguette Line Ross 6178
 Marie Louise Céline Picard 6178
 Mary Maggie Lucy Emudluk 6178
 Michèle Mélinette Borange 6178

DEMANDES

Alfred Giroux 6178
 Antonio Porco 6178
 Davis Joachimsthal 6178
 Diana Blouin 6178
 Jean-Paul Yvan Lebel 6179
 Joseph Damase Gendron 6179
 Joseph Denis Émery Poisson 6179
 Joseph Roméo Léodora Boutin 6179
 Kiat Tje Sie 6179
 Lisette Lacroix 6179
 Louis Jocelyn Gourdes 6179
 Marie Brigitte Ruth Sara Gagné 6180
 Marie Fernande Johanne Cotroni 6180
 Marie Gertrude Diana Émond 6180
 Metatia Mamane 6180
 Mike Lemieux 6180
 Patrick Dohmen 6180
 Sean Eric Pountney 6180
 Steeve Lemieux 6180

COMPAGNIES (PARTIE I) — LOI SUR LES

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES 6181

COMPAGNIES (PARTIE IA) — LOI SUR LES

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONSTITUTION 6181
 DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONTINUATION 6199
 DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE FUSION 6201

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE MODIFICATION LE GROUPE PCP (1987) LTÉE (<i>Erratum</i>)	6202 6238	MÉCANO-BAL 84 P. A. N. S. INVESTMENTS LTD. PROFORTECH INC. RAY LITHO INC. RÉNOVATION MÉDIC INC. SALAISSON ROXBORO INC. SOCIÉTÉ D'OPTIQUE VERSAILLES INC. TOURNOI DE BALLE DES C.S.S. RÉGION (04)	6225 6224 6225 6225 6225 6225 6225 6225
COMPAGNIES (PARTIE III) — LOI SUR LES			
LETTRES PATENTES ASSOCIATION DE LA RINGUETTE MINEURE DE SEPT-ÎLES	6211		
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES	6214	LETTRES PATENTES — CORRECTION DES (Article 12)	6226
COMPAGNIES (DIVERS) — LOI SUR LES		LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES — CORRECTION DES (Article 12)	6226
CHANGEMENT DE SIÈGE SOCIAL (Article 87)	6216	COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — LOI SUR LES	
CHANGEMENT DU DOMICILE LÉGAL — ÉTABLISSEMENT OU (Article 32)	6216	CHANGEMENTS	6227
CHANGEMENT DU NOMBRE D'ADMINISTRATEURS (Article 87)	6218	PERMIS DE FAIRE AFFAIRES	6228
DISSOLUTION (Article 28)	6218	PERMIS DE FAIRE AFFAIRES	6228
DISSOLUTION — DEMANDES DE		COMPAGNIES MINIÈRES — LOI SUR LES	
1847-6341 QUÉBEC INC.	6220	AVIS DIVERS	
2316-6606 QUÉBEC INC.	6220	JILBEY INDUSTRIES LTD. (<i>Autorisation</i>)	6229
2328-1991 QUÉBEC INC.	6220	MASTER RESOURCES & DEVELOPMENTS LTD. (<i>Autorisation</i>)	6229
2418-8328 QUÉBEC INC.	6220	DÉCLARATIONS DES COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS — LOI SUR LES	
2427-5265 QUÉBEC INC.	6220		
2435-9648 QUÉBEC INC.	6220	FORMATION	
BEAUPRÉ, DÉRIGER ET ASSOCIÉS INC.	6220	PANORAMA HOTEL AND COMPANY LTD.	6229
BOUCHERIE FRANÇAISE PLACE LAURIER INC.	6221	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ARNOLD ENR.	6230
BRASSERIE LA MEUNERIE INC.	6221	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE HÔTEL PANORAMA	6229
BUANDERIE BERGERON LIMITÉE	6221	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PLACE CWNREW-VILLE D'AMOS (1987)	6230
CENTRE DE DÉPANNAGE DE LAVAL INC.	6221	INSPECTEUR GÉNÉRAL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	
CLINIQUE D'URGENCE ET DE MÉDECINE FAMILIALE 200 INC.	6221	ASSURANCES — LOI SUR LES	
CLUB FIXIMAGE LA TUQUE INC.	6221	ASSURANCES GÉNÉRALES DES CAISSES DESJARDINS INC. (<i>L.P.</i>)	6230
CLUB MINI-AILES INC.	6221	LA COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE FEDERATED DU CANADA (<i>Délivrance de permis</i>)	6231
CLUB SOCIAL DES FERBLANTIERS DU CANADIEN NATIONAL DE POINTE-ST-CHARLES	6222	LIQUIDATION DES COMPAGNIES — LOI SUR LA	
CONFECTION AJYE-VIT INC.	6222	ST-LAURENT-BIBEAU (1980) INC. (<i>Liquidation</i>)	6231
DASYLMAR INC.	6222		
ÉPICERIE DÉPANNEUR VICKY INC.	6222		
GESTION ET PLACEMENT A. LEMAY LTÉE	6222		
GUERTIN LEBLANC LEDOUX INC.	6222		
JANEP LTÉE	6222		
JEUNESSE EN ACTION SOCIO-ÉCONOMIQUE DE DRUMMOND INC.	6223		
LA COMPAGNIE FINANCIÈRE DU GROUPE LA LAURENTIENNE	6223		
LA POISSONNERIE MARCETTE LTÉE	6223		
LACQUER PRODUCTS CO. LTD.	6223		
L'ASSOCIATION DES COPROPRIÉTAIRES DU 1650 PANAMA INC.	6223		
L'ASSOCIATION DES USAGERS DU T.1.99/4A DE MONTREAL	6223		
LERONDA INVESTMENTS LTD.	6223		
LES ENTREPRISES BERNARD BLAIS INC.	6224		
LES GESTIONS CLAUJAC INC.	6224		
LES GESTIONS HUGUETTE M. RENAUD INC.	6224		
LES GESTIONS PAUL RENAUD INC.	6224		
LES IMMEUBLES M.V. INC.	6224		
LES INVESTISSEMENTS LERONDA LTÉE	6223		
LES PLACEMENTS P. A. N. S. LTÉE	6224		
LES SERVICES FINANCIERS MIRABEL LTÉE	6224		
MANVILLE INDUSTRIES INCORPORATED	6224		

MINISTÈRES — AVIS CONCERNANT LES**AFFAIRES MUNICIPALES****DIVERS**MUNICIPALITÉ D'YAMACHICHE (*Fusion*) 6238**ÉNERGIE ET RESSOURCES****ARRÊTÉS MINISTÉRIELS**INTERDICTION D'ALIÉNER ENTRE VIFS LES LOTS
VISÉS AU PRÉSENT ARRÊTÉ POUR LA PÉRIODE
FIXÉE 6231**MISE EN MARCHÉ DES PRODUITS
AGRICILES — LOI SUR LA**ASSOCIATION DES TRANSPORTEURS DE LAIT DU
QUÉBEC (*Accréditation*) 6232**POUVOIRS SPÉCIAUX DES
CORPORATIONS — LOI SUR LES**CANASSURANCE COMPAGNIE D'ASSURANCE VIE
INC. (*Changement de dénomination sociale*) 6232
CANASSURANCE LIFE INSURANCE COMPANY INC. 6232**PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ — AVIS
DE PRÉSENTATION D'UN**COOPÉRATIVE FORESTIÈRE DU NORD-OUEST
FÉDÉRATION DES CHANTIERS COOPÉRATIFS DE
L'OUEST QUÉBÉCOIS 6233
6233**RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES
— LOI CONCERNANT LES**

REPRISE D'EXISTENCE (AVIS DE) 6233

**SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES
SOCIAUX — LOI SUR LES**CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES
LA VALLÉE DES PATRIOTES (*L.P.S.*) 6234**SYNDICATS PROFESSIONNELS —
LOI SUR LES**SYNDICAT DU PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT
DES HAUTES-RIVIÈRES (SPEHR) (*Changement de nom*) 6234**VENTES PAR SHÉRIF****IBERVILLE**CAISSE POPULAIRE DE LACADIE c. DELAND *ET AL.* 6235
LES IMMEUBLES DU CARREFOUR RICHELIEU LTÉE
c. MALTAIS *ET AL.* 6235**QUÉBEC**LES IMMEUBLES MARCEL MALLANDAIN INC. *ET AL.* 6235
c. BOISSONNEAUX
REVENU CANADA IMPÔT c. LES ENTREPRISES
RAYONS SOLAIRES INC. 6236**TERREBONNE**BANQUE DE MONTRÉAL c. MC HAFFIE 6237
LAPIERRE c. CYR 6237**VENTES POUR TAXES, AVIS DE
PUBLICATION**

VILLE DE JONQUIÈRE 6238

AVIS JURIDIQUES

Accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels — Loi sur l'

Régie de l'électricité et du gaz

Je, Bernard Cloutier, président, étant la plus haute autorité au sein de la Régie de l'électricité et du gaz, dont l'adresse est 2100, rue Drummond, Montréal, QC, H3G 1X1, désigne, par la présente, la personne ci-après identifiée, responsable au sens de l'article 8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels: Pierre Théroux, procureur de la Régie, 2100, rue Drummond, Montréal, QC, H3G 1X1, tél.: (514) 873-2452, responsable de l'accès aux documents et la protection des renseignements personnels.

Montréal, le 7 décembre 1987

Le président,
BERNARD CLOUTIER

310

Avis divers

Association de la Ringuette mineure de Sept-Îles

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), partie III, il a accordé des lettres patentes, en date du 30 novembre 1987, constituant en corporation, sans capital-actions, « Association de la Ringuette mineure de Sept-Îles », déjà constituée en corporation, le 6 août 1986, en vertu de la Loi sur les clubs de récréation.

La valeur des biens immobiliers que peut posséder la corporation est limitée à 5 000,00 \$.

Le siège social de la corporation est au 231, rue Évangéline, Sept-Îles, district judiciaire de Mingan.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2419-6016

308

Centre de fraternité chrétienne de Loretteville

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71, a. 2), il a accordé des lettres patentes, en date du 30 novembre 1987, constituant en corporation les requérants suivants: Lucien-Carol Proulx, 12330, Mgr-Cooke, Loretteville, pasteur; François Bernier, 1930, rue des Noyers, Neufchâtel, homme d'affaires; Hélène Garant Proulx, 12330, Mgr-Cooke, Loretteville, secrétaire, sous la dénomination sociale « Centre de fraternité chrétienne de Loretteville ».

La valeur des biens immobiliers que peut posséder la corporation est limitée à 500 000,00 \$.

Le siège social de la corporation est au 12330, Mgr-Cooke, Loretteville, district judiciaire de Québec.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2541-2966

308

Commission scolaire régionale des Vieilles-Forges

Rachat d'obligations

Prenez avis que conformément aux procédures adoptées, la Commission scolaire régionale des Vieilles-Forges rachètera le 1^{er} février 1988, un montant de 28 000,00 \$ d'obligations de son émission originale de 325 000,00 \$, datée du 1^{er} février 1970, et portant un taux d'intérêt de 9½ % l'an payable semi-annuellement les 1^{er} février et 1^{er} août de chaque année.

Les numéros des titres ainsi rachetés par voie de tirage au sort sont les suivants:

Dénominations de « M » (1 000 \$):

M 0206, M 0207, M 0211, M 0214, M 0215, M 0217, M 0230, M 0239, M 0254, M 0255, M 0264, M 0265, M 0267.

Dénominations « V » (5 000 \$):

V 0002, V 0006, V 0007.

Les obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1^{er} février 1987 et devront être présentées pour remboursement.

Trois-Rivières, le 9 décembre 1987

Le directeur général,
PAUL BEAULIEU

54063

Commission scolaire régionale des Vieilles-Forges*Rachat d'obligations*

Prenez avis que conformément aux procédures adoptées, la Commission scolaire régionale des Vieilles-Forges rachètera le 1^{er} février 1988, un montant de 127 000,00 \$ d'obligations de son émission originale de 1 500 000,00 \$, datée du 1^{er} février 1969, et portant un taux d'intérêt de 8 % l'an payable semi-annuellement les 1^{er} février et 1^{er} août de chaque année.

Les numéros des titres ainsi rachetés par voie de tirage au sort sont les suivants:

Dénominations de 1 000,00 \$:

M 1123, M 1128, M 1129, M 1130, M 1133,
 M 1137, M 1138, M 1139, M 1141, M 1143,
 M 1146, M 1168, M 1171, M 1172, M 1174,
 M 1179, M 1182, M 1183, M 1187, M 1188,
 M 1189, M 1192, M 1193, M 1197, M 1198,
 M 1204, M 1205, M 1207, M 1212, M 1214,
 M 1215, M 1218, M 1220, M 1223, M 1224,
 M 1225, M 1226, M 1229, M 1231, M 1233,
 M 1235, M 1236, M 1242, M 1247, M 1248,
 M 1249, M 1252, M 1255, M 1256, M 1268,
 M 1270, M 1271, M 1272, M 1279, M 1280,
 M 1281, M 1282, M 1283, M 1285, M 1288,
 M 1289, M 1293, M 1294, M 1296, M 1299,
 M 1302, M 1303, M 1304, M 1309, M 1311,
 M 1313, M 1316, M 1317, M 1320, M 1323,
 M 1332, M 1339, M 1341, M 1343, M 1344,
 M 1345, M 1352, M 1354, M 1355, M 1357,
 M 1358, M 1360, M 1361, M 1362, M 1367,
 M 1368, M 1369, M 1371, M 1375, M 1380,
 M 1388, M 1393, M 1394, M 1396, M 1397,
 M 1398, M 1399, M 1406, M 1408, M 1412,
 M 1414, M 1416, M 1417, M 1418, M 1419,
 M 1420, M 1421, M 1423, M 1430, M 1432,
 M 1434, M 1438, M 1441, M 1461, M 1463,
 M 1464, M 1468, M 1476, M 1480, M 1482,
 M 1483, M 1486.

Les obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1^{er} février 1988 et devront être présentées pour remboursement.

Trois-Rivières, le 9 décembre 1987

Le directeur général,
 PAUL BEAULIEU

54064

Commission scolaire Val-Monts*Rachat d'obligations*

Prenez avis que conformément aux procédures adoptées, la Commission scolaire Val-Monts rachètera, le

premier février 1988, un montant de neuf mille dollars (9 000 \$) d'obligations à même les obligations échéant le premier février 1990 de son émission d'obligations originale de deux cent cinquante-huit mille dollars (258 000 \$) de l'ancienne Commission scolaire de Saint-Dominique, datée du premier février 1970 et portant un taux d'intérêt de 9½ % l'an, payable semi-annuellement les 1^{er} août et 1^{er} février de chaque année.

Les numéros des titres ainsi rachetés par voie de tirage au sort sont les suivants:

Dénominations de 1 000 \$ (9):

M-197, M-204, M-206, M-220, M-221, M-227, M-235, M-237, M-246.

Ces obligations cesseront de porter intérêt à compter du premier février 1988 et devront être présentées pour remboursement à la Banque Nationale du Canada, 1575, rue Girouard Ouest, Saint-Hyacinthe, QC.

Le secrétaire général,
 MARCEL TREMBLAY

Commission scolaire Val-Monts

2525, rue Crevier

Saint-Hyacinthe, QC

J2T ITI

Tél.: (514) 773-6041

54058

Congrégation des Témoins de Jéhovah de Lévis

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71, a. 2), il a accordé des lettres patentes, en date du 30 novembre 1987, constituant en corporation les requérants suivants: Jean-Pierre Lachance, 175, rang Saint-Marc, Saint-Anselme, contremaître; André Picard, 14, rue Duplessis, Lauzon, imprimeur; Nickolas Ursuliak, 435, rang Harlaka, Pintendre, entretien, sous la dénomination sociale « Congrégation des Témoins de Jéhovah de Lévis ».

La valeur des biens immobiliers que peut posséder la corporation est limitée à 1 000 000 \$.

Le siège social de la corporation est situé à Lévis dans le district judiciaire de Québec.

L'inspecteur général des
institutions financières,

JEAN-MARIE BOUCHARD

2428-2949

308

Municipalité régionale de comté de Lajemmerais

(Gestion des déchets)

Avis est donné que, conformément à l'article 549 du Code municipal (L.R.Q., c. C-27.1), la municipalité régionale de comté de Lajemmerais a été habilitée à exploiter la partie d'un système de gestion des déchets afférente à l'entreposage, au traitement, au recyclage et au dépôt définitif des déchets dans l'ensemble du territoire des corporations locales soumis à sa juridiction, par la signature d'une entente à cet effet le 30 novembre 1987 avec plus des deux tiers des ces corporations locales.

Cette entente a été autorisée par les corporations municipales par le règlement indiqué ci-dessous en regard de leurs noms et approuvée, le 17 décembre 1987, par le ministre de l'Environnement, et le 17 décembre 1987, par la Commission municipale du Québec.

Corporation municipale	Règlement numéro
M.R.C. de Lajemmerais	32
Municipalité de Contrecoeur	276-87
Municipalité de Verchères	104-87
Municipalité de Saint-Amable	156-87.

VU QUE cette entente a été autorisée par plus des deux tiers des corporations locales de la municipalité régionale de comté de Lajemmerais, elle s'applique aussi, selon l'article 549 du Code municipal, à la corporation locale de Calixa-Lavallée.

À compter de la date du présent avis, la municipalité régionale de comté de Lajemmerais succède aux droits, devoirs et obligations de toutes les corporations locales de son territoire et ce, quant aux objets de ladite entente.

Verchères, le 17 décembre 1987

54091.1

Le secrétaire-trésorier.
PIERRE BERNARDIN

Succession Normand Despaties

Avis est, par les présentes, donné que monsieur Gérard Despaties et dame Agathe Lauzon respectivement journalier et femme au foyer, tous deux (2) domiciliés au chemin du Marquis, R.R. no 3, Chute-Saint-Philippe, QC, J0W 1A0, agissant à titre personnel et comme mandataire, ont accepté la succession de feu Normand Despaties, en son vivant, journalier, domicilié au chemin du Marquis, R.R. no 3, Chute-Saint-Philippe, QC, J0W 1A0, décédé le seize (16) juin mil neuf cent

quatre-vingt-sept (1987), sans laisser de testament. Ils ont accepté la succession, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte exécuté devant Robert Lajoie, notaire au 490, rue Salaberry, Mont-Laurier, QC, J9L 1P3, daté du quatre (4) août mil neuf cent quatre-vingt-sept (1987), et enregistré dans la division d'enregistrement de Labelle sous le numéro 181230.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant le notaire Robert Lajoie et peut être consulté à ses bureaux à l'adresse ci-dessus.

Les bénéficiaires paieront les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Mont-Laurier, le 8 décembre 1987

54092

Le procureur,
ROBERT LAJOIE, notaire

Ville de Pointe-Claire*Rachat d'obligations*

À tous les détenteurs d'obligations émises par la ville de Pointe-Claire en date du 1^{er} février 1969, pour un montant total de 34 000,00 \$.

Avis est, par les présentes, donné par la soussignée, Monique Trudeau, greffier de la ville de Pointe-Claire, district de Montréal, qu'il a été procédé au tirage au sort de trente-quatre (34) numéros d'obligations, émission du 1^{er} février 1969, échéant le 1^{er} février 1989, et portant intérêt au taux de 7¾ % l'an, au montant de 1 000,00 \$ chacune, en vue de leur rachat. Les numéros d'obligations ainsi rachetées par voie de tirage au sort sont les suivants:

M859, M879, M886, M896, M905, M910, M917, M924, M925, M933, M936, M942, M949, M954, M957, M965, M966, M971, M987, M994, M1010, M1014, M1028, M1031, M1032, M1035, M1037, M1046, M1048, M1050, M1055, M1057, M1062, M1064.

Avis est également donné que les obligations portant les numéros ci-haut mentionnés cesseront de porter intérêt le 1^{er} février 1988, et que la valeur en capital de ces obligations sera versée aux détenteurs de ces obligations par toute succursale de la Banque Nationale du Canada dans la province de Québec ou au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario, sur remise desdites obligations.

Ce rachat est effectué en vertu des clauses stipulées auxdites obligations.

Pointe-Claire, le 7 décembre 1987

54062

Le greffier,
MONIQUE TRUDEAU

Caisses d'épargne et de crédit — Loi sur les

Caisse populaire Desjardins de Joliette

Avis est donné que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé le règlement adopté le 26 mai 1987 par « La Caisse Populaire de Joliette » changeant son nom en celui de « Caisse populaire Desjardins de Joliette ».

Québec, le 2 décembre 1987

*Le ministre délégué aux
Finances et à la Privatisation,*
PIERRE FORTIER

54046

Caisse populaire Desjardins de L'Épiphanie

Avis est donné que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé le règlement adopté le 26 mai 1987 par « La Caisse Populaire de L'Épiphanie » changeant son nom en celui de « Caisse populaire Desjardins de L'Épiphanie ».

Québec, le 2 décembre 1987

*Le ministre délégué aux
Finances et à la Privatisation,*
PIERRE FORTIER

54047

Caisse populaire Desjardins de L'Île-St-Ignace

Avis est donné que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé le règlement adopté le 24 août 1987 par « La Caisse Populaire de l'Île-St-Ignace » changeant son nom en celui de « Caisse populaire Desjardins de L'Île-St-Ignace ».

Québec, le 2 décembre 1987

*Le ministre délégué aux
Finances et à la Privatisation,*
PIERRE FORTIER

54049

Caisse populaire Desjardins de Mascouche

Avis est donné que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, après avoir pris l'avis de l'inspecteur

général des institutions financières, a approuvé le règlement adopté le 22 juin 1987 par « La Caisse Populaire de Mascouche » changeant son nom en celui de « Caisse populaire Desjardins de Mascouche ».

Québec, le 2 décembre 1987

*Le ministre délégué aux
Finances et à la Privatisation,*
PIERRE FORTIER

54045

Caisse populaire Desjardins de Rawdon

Avis est donné que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé le règlement adopté le 15 juin 1987 par « La Caisse Populaire de Rawdon » changeant son nom en celui de « Caisse populaire Desjardins de Rawdon ».

Québec, le 2 décembre 1987

*Le ministre délégué aux
Finances et à la Privatisation,*
PIERRE FORTIER

54044

Caisse populaire Desjardins de Saint-Jean-Baptiste-de-Joliette

Avis est donné que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé le règlement adopté le 19 mai 1987 par « La Caisse Populaire de Saint-Jean-Baptiste-de-Joliette » changeant son nom en celui de « Caisse populaire Desjardins de Saint-Jean-Baptiste-de-Joliette ».

Québec, le 2 décembre 1987

*Le ministre délégué aux
Finances et à la Privatisation,*
PIERRE FORTIER

54051

Caisse populaire Desjardins de St-Alphonse-Rodriguez

Avis est donné que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé le règlement adopté le 16 juin 1987 par « Caisse Populaire St-Alphonse Rodriguez » changeant son nom en celui de « Caisse populaire Desjardins de St-Alphonse-Rodriguez ».

Québec, le 2 décembre 1987

*Le ministre délégué aux
Finances et à la Privatisation,*
PIERRE FORTIER

54040

**Caisse populaire Desjardins de
St-Ambroise-de-Kildare**

Avis est donné que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé le règlement adopté le 24 mai 1987 par « La Caisse Populaire St-Ambroise de Kildare » changeant son nom en celui de « Caisse populaire Desjardins de St-Ambroise-de-Kildare ».

Québec, le 2 décembre 1987

*Le ministre délégué aux
Finances et à la Privatisation,*
PIERRE FORTIER

54054

Caisse populaire Desjardins de St-Calixte

Avis est donné que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé le règlement adopté le 26 janvier 1987 par « La Caisse Populaire de St-Calixte » changeant son nom en celui de « Caisse populaire Desjardins de St-Calixte ».

Québec, le 2 décembre 1987

*Le ministre délégué aux
Finances et à la Privatisation,*
PIERRE FORTIER

54048

**Caisse populaire Desjardins de
St-Charles-de-Mandeville**

Avis est donné que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé le règlement adopté le 21 avril 1987 par « La Caisse Populaire de St-Charles de Mandeville » changeant son nom en celui de « Caisse populaire Desjardins de St-Charles-de-Mandeville ».

Québec, le 2 décembre 1987

*Le ministre délégué aux
Finances et à la Privatisation,*
PIERRE FORTIER

54043

**Caisse populaire Desjardins de
St-Damien-de-Brandon**

Avis est donné que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé le règlement adopté le 24 février 1987 par « Caisse Populaire St-Damien de Brandon » changeant son nom en celui de « Caisse populaire Desjardins de St-Damien-de-Brandon ».

Québec, le 2 décembre 1987

*Le ministre délégué aux
Finances et à la Privatisation,*
PIERRE FORTIER

54039

Caisse populaire Desjardins de St-Liguori

Avis est donné que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé le règlement adopté le 25 mai 1987 par « Caisse Populaire de Saint Liguori » changeant son nom en celui de « Caisse populaire Desjardins de St-Liguori ».

Québec, le 2 décembre 1987

*Le ministre délégué aux
Finances et à la Privatisation,*
PIERRE FORTIER

54041

Caisse populaire Desjardins de St-Paul

Avis est donné que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé le règlement adopté le 9 septembre 1987 par « La Caisse Populaire de Saint-Paul » changeant son nom en celui de « Caisse populaire Desjardins de St-Paul ».

Québec, le 2 décembre 1987

*Le ministre délégué aux
Finances et à la Privatisation,*
PIERRE FORTIER

54050

Caisse populaire Desjardins de St-Thomas

Avis est donné que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé le règlement adopté le 31 août 1987 par « Caisse Populaire de

St-Thomas » changeant son nom en celui de « Caisse populaire Desjardins de St-Thomas ».

Québec, le 2 décembre 1987

*Le ministre délégué aux
Finances et à la Privatisation,*
PIERRE FORTIER

54036

Caisse populaire Desjardins de St-Zénon

Avis est donné que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé le règlement adopté le 7 juillet 1987 par « La Caisse Populaire de St-Zénon » changeant son nom en celui de « Caisse populaire Desjardins de St-Zénon ».

Québec, le 2 décembre 1987

*Le ministre délégué aux
Finances et à la Privatisation,*
PIERRE FORTIER

54052

Caisse populaire Desjardins de Ste-Béatrix

Avis est donné que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé le règlement adopté le 25 août 1987 par « Caisse Populaire de Ste Béatrix » changeant son nom en celui de « Caisse populaire Desjardins de Ste-Béatrix ».

Québec, le 2 décembre 1987

*Le ministre délégué aux
Finances et à la Privatisation,*
PIERRE FORTIER

54037

Caisse populaire Desjardins de Ste-Élisabeth

Avis est donné que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé le règlement adopté le 25 février 1987 par « Caisse Populaire de Ste-Élisabeth » changeant son nom en celui de « Caisse populaire Desjardins de Ste-Élisabeth ».

Québec, le 2 décembre 1987

*Le ministre délégué aux
Finances et à la Privatisation,*
PIERRE FORTIER

54042

Caisse populaire Desjardins de Ste-Marie-Salomé

Avis est donné que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé le règlement adopté le 23 mars 1987 par « La Caisse Populaire de Ste-Marie-Salomé » changeant son nom en celui de « Caisse populaire Desjardins de Ste-Marie-Salomé ».

Québec, le 2 décembre 1987

*Le ministre délégué aux
Finances et à la Privatisation,*
PIERRE FORTIER

54053

Caisse populaire Desjardins de Ste-Thérèse (Joliette)

Avis est donné que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé le règlement adopté le 27 mai 1987 par « La Caisse Populaire de Ste-Thérèse (Joliette) » changeant son nom en celui de « Caisse populaire Desjardins de Ste-Thérèse (Joliette) ».

Québec, le 2 décembre 1987

*Le ministre délégué aux
Finances et à la Privatisation,*
PIERRE FORTIER

54055

Caisse populaire Desjardins du Christ-Roi (Joliette)

Avis est donné que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé le règlement adopté le 23 février 1987 par « La Caisse Populaire du Christ-Roi (Joliette) » changeant son nom en celui de « Caisse populaire Desjardins du Christ-Roi (Joliette) ».

Québec, le 2 décembre 1987

*Le ministre délégué aux
Finances et à la Privatisation,*
PIERRE FORTIER

54056

Caisse populaire Saint-Romuald

Avis est donné que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé le règle-

ment adopté le 25 août 1987 par « Caisse Populaire Les Etchemins » changeant son nom en celui de « Caisse populaire Saint-Romuald ».

Québec, le 2 décembre 1987

*Le ministre délégué aux
Finances et à la Privatisation,*
PIERRE FORTIER

54038

Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil — Loi sur le

Accordés

Alex Mestel

Par le certificat numéro 87-582 du 26 novembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Ozjasz Mestel, né le 9 mars 1923, en celui de Alex Mestel.

Sainte-Foy, le 7 décembre 1987

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

309

Annette Maria Apruzzese

Par le certificat numéro 87-586 du 26 novembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Antonietta Maria Apruzzese, née le 26 janvier 1965, en celui de Annette Maria Apruzzese.

Sainte-Foy, le 7 décembre 1987

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

309

Antoine Joseph Albert Dattore

Par le certificat numéro 87-584 du 26 novembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Antonio Giuseppe Alberto Dattore, né le 30 avril 1935, en celui de Antoine Joseph Albert Dattore.

Sainte-Foy, le 7 décembre 1987

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

309

Antonio Margheritino Sardo

Par le certificat numéro 87-591 du 26 novembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Margheritino Santo Sardo, né le 20 juillet 1953, en celui de Antonio Margheritino Sardo.

Sainte-Foy, le 7 décembre 1987

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

309

Benjamin Baghdad Benas

Par le certificat numéro 87-585 du 26 novembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Baghdad Benas, né le 19 août 1951, en celui de Benjamin Baghdad Benas.

Sainte-Foy, le 7 décembre 1987

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

309

Bernice Esther Eidelman

Par le certificat numéro 87-583 du 26 novembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Esther Bertha Eidelman, née le 21 octobre 1926, en celui de Bernice Esther Eidelman.

Sainte-Foy, le 7 décembre 1987

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

309

Joseph Alain Townsley

Par le certificat numéro 87-593 du 26 novembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Alain Desjardins, né le 28 septembre 1964, en celui de Joseph Alain Townsley.

Sainte-Foy, le 7 décembre 1987

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

309

Joseph André Robert Bernard Sinclair-Desgagné

Par le certificat numéro 87-592 du 26 novembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de

nom de Joseph André Robert Bernard Desgagné, né le 18 mars 1959, en celui de Joseph André Robert Bernard Sinclair-Desgagné.

Sainte-Foy, le 7 décembre 1987

309 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Jeanne Huguette Line Ross

Par le certificat numéro 87-589 du 26 novembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Jeanne Huguette Ross, née le 7 janvier 1948, en celui de Marie Jeanne Huguette Line Ross.

Sainte-Foy, le 7 décembre 1987

309 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Louise Céline Picard

Par le certificat numéro 87-590 du 26 novembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Louise Céline Picard, née le 16 décembre 1941, en celui de Marie Louise Céline Picard.

Sainte-Foy, le 7 décembre 1987

309 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Mary Maggie Lucy Emudluk

Par le certificat numéro 87-587 du 26 novembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Mary Lucy Emudluk, née le 24 novembre 1961, en celui de Mary Maggie Lucy Emudluk.

Sainte-Foy, le 7 décembre 1987

309 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Michèle Mélinette Borange

Par le certificat numéro 87-588 du 26 novembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Mélinette Borange, née le 9 août 1950, en celui de Michèle Mélinette Borange.

Sainte-Foy, le 7 décembre 1987

Le sous-registraire adjoint du Québec,
309 JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Demandes

Alfred Giroux

Prenez avis que Alfred Giroux, domicilié à Fabre, comté de Témiscamingue, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Albert Giroux.

Ville-Marie, le 1^{er} décembre 1987

53941-51-2 *Le procureur du requérant,*
BERNARD DROLET, notaire

Antonio Porco

Prenez avis que Antonio Porco, domicilié au 12082, place Pierre-Blanchet, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Antonio Porto.

Montréal, le 21 septembre 1987

53942-51-2 *Le requérant,*
ANTONIO PORCO

Davis Joachimsthal

Prenez avis que Davis Joachimsthal, domicilié au 2463, Park Row, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Davis Joachim.

Montréal, le 4 décembre 1987

54002-51-2 *Les procureurs du requérant,*
LAFLEUR, POLIQUIN, RENAULT

Diana Blouin

Prenez avis que Diana Blouin, domiciliée au 3942, chemin Royal, Sainte-Famille, île d'Orléans, s'adresse-

ra au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Diane Blouin.

Sainte-Famille, le 25 novembre 1987

53943-51-2

La requérante,
DIANA BLOUIN

Jean-Paul Yvan Lebel

Prenez avis que Jean-Paul Yvan Lebel, domicilié au 2340, 27^e Avenue, Drummondville, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jeannot Lebel.

Drummondville, le 2 décembre 1987

53944-51-2

Le requérant,
JEAN-PAUL YVAN LEBEL

Joseph Damase Gendron

Prenez avis que Joseph Damase Gendron, domicilié au 230, rue Bellevue, Waterville, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Raymond Gendron.

Sherbrooke, le 30 novembre 1987

54003-51-2

Le procureur du requérant,
ME MADELEINE CUERRIER

Joseph Denis Émery Poisson

Prenez avis que Joseph Denis Émery Poisson, domicilié au 1, croissant du Barrage, Châteauguay, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Denis Aimé Poisson.

Châteauguay, le 20 novembre 1987

53945-51-2

Le requérant,
JOSEPH DENIS ÉMERY POISSON

Joseph Roméo Léodor Boutin

Prenez avis que Joseph Roméo Léodor Boutin, domicilié au 221, Cadillac, Val-d'Or, s'adressera au ministre

de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Léo Boutin.

Val-d'Or, le 30 novembre 1987

53946-51-2

Le requérant,
JOSEPH ROMÉO LÉODOR BOUTIN

Kiat Tje Sie

Prenez avis que Kiat Tje Sie, domicilié au 5434, Jean-Talon Est, Saint-Léonard, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Paul Kiat Tjie Sie Mah.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Ottawa, le 2 décembre 1987

54004-51-2

Le requérant,
KIAT TJE SIE

Lisette Lacroix

Prenez avis que Lisette Lacroix, domiciliée au 146, rue Britt, Maniwaki, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Lisette Fournier.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Maniwaki, le 2 novembre 1987

53947-51-2

Le procureur de la requérante,
JOANNE LACHAPPELLE, *notaire*

Louis Jocelyn Gourdes

Prenez avis que Louis Jocelyn Gourdes, domicilié au 40, Bellevue, Leeds Village, Mégantic, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Louis Jocelyn Gourgues.

Ce changement affectera aussi le nom des enfants du requérant, Frédéric, Sylvain et Shirley, tous domiciliés à la même adresse que le requérant.

Leeds Village, le 7 décembre 1987

54005-51-2

Le requérant,
LOUIS JOCELYN GOURDES

Marie Brigitte Ruth Sara Gagné

Prenez avis que Marie Brigitte Ruth Sara Gagné, domiciliée au 7457, Henri-Julien, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Anne Marie Brigitte Ruth Sara Gagné.

Montréal, le 5 octobre 1987

La requérante,
53948-51-2 MARIE BRIGITTE RUTH SARA GAGNÉ

Marie Fernande Johanne Cotroni

Prenez avis que Marie Fernande Johanne Cotroni, domiciliée au 2141, place de Corfou, Vimont, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Fernande Johanne Papineau.

Montréal, le 30 octobre 1987

Les procureurs de la requérante,
53949-51-2 FORTIN, BOIVIN, GAUDREAU, DOWNS &
ROBILLARD

Marie Gertrude Diana Émond

Prenez avis que Marie Gertrude Diana Émond, domiciliée au 1003, 28^e Avenue, Pointe-aux-Trembles, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Lise Gertrude Émond.

Montréal, le 2 décembre 1987

Les procureurs de la requérante,
54006-51-2 PÉRIGNY, CORBEIL & ASS.

Metatia Mamane

Prenez avis que Metatia Mamane, domicilié au 7010, rue Kildare, Côte-Saint-Luc, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Mathias Mamane.

Montréal, le 30 novembre 1987

Les procureurs du requérant,
53950-51-2 GURMAN, KUHNREICH, STAVISS &
SCHWARTZ

Mike Lemieux

Prenez avis que Mike Lemieux, domicilié au 2690, rue Dolbeau, Jonquières, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Mike Glidden.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Jonquières, le 23 octobre 1987

Les procureurs du requérant,
53951-51-2 FILLION, DUROCHER & GRAVEL

Patrick Dohmen

Prenez avis que Patrick Dohmen, domicilié au 1, Tudor Court, Pointe-Claire, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Sean Ellis.

Lachine, le 26 novembre 1987

Les procureurs du requérant,
53952-51-2 BARRIÈRE, NEUER & ASS.

Sean Eric Pountney

Prenez avis que Sean Eric Pountney, domicilié au 915, rue Théorêt, Sainte-Thérèse, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Sean Eric Fille.

Sainte-Thérèse, le 3 décembre 1987

Le procureur du requérant,
54007-51-2 CLAUDE BERTRAND, notaire

Steeve Lemieux

Prenez avis que Steeve Lemieux, domicilié au 2690, rue Dolbeau, Jonquières, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Steeven Glidden.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Jonquières, le 23 octobre 1987

Les procureurs du requérant,
53953-51-2 FILLION, DUROCHER & GRAVEL

Compagnies (Partie I) — Loi sur les**Lettres patentes supplémentaires**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes supplémentaires à chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
1278-9087 LES ENTREPRISES PARÉ INC.	1969 07 08	1987 12 04	du capital-actions
1278-9087 LES ENTREPRISES PARÉ INC.	1969 07 08	1987 12 07	du capital-actions

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

308

Compagnies (Partie IA) — Loi sur les**Délivrance d'un certificat de constitution**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de constitution à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2533-4137 2533-4137 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Terrebonne
2533-4145 2533-4145 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4152 2533-4152 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4186 2533-4186 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4202 2533-4202 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Longueuil
2533-4228 2533-4228 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4277 2533-4277 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2533-4293 2533-4293 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Laval
2533-4335 2533-4335 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Terrebonne
2533-4350 2533-4350 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Terrebonne
2533-4400 2533-4400 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Bedford
2533-4418 2533-4418 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4426 2533-4426 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4434 2533-4434 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4442 2533-4442 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4459 2533-4459 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4467 2533-4467 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4475 2533-4475 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4483 2533-4483 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4509 2533-4509 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montmagny
2533-4517 2533-4517 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4525 2533-4525 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4533 2533-4533 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4541 2533-4541 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4558 2533-4558 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4566 2533-4566 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2533-4574 2533-4574 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4582 2533-4582 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4590 2533-4590 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4608 2533-4608 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4624 2533-4624 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4699 2533-4699 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Québec
2533-4772 2533-4772 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4780 2533-4780 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4806 2533-4806 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Montréal
2533-4848 2533-4848 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4863 2533-4863 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4871 2533-4871 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4889 2533-4889 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4897 2533-4897 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4905 2533-4905 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4921 2533-4921 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Montréal
2533-4947 2533-4947 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Montréal
2533-4954 2533-4954 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Montréal
2533-4962 2533-4962 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Terrebonne

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2533-4970 2533-4970 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Saint-Hyacinthe
2533-4988 2533-4988 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Montréal
2533-4996 2533-4996 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Montréal
2533-5001 2533-5001 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Montréal
2533-5043 2533-5043 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Montréal
2533-5076 2533-5076 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Montréal
2533-5084 2533-5084 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Terrebonne
2533-5126 2533-5126 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Arthabaska
2533-5134 2533-5134 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Arthabaska
2533-5142 2533-5142 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Arthabaska
2533-5167 2533-5167 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Montréal
2533-5225 2533-5225 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Montréal
2533-5241 2533-5241 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Terrebonne
2533-5258 2533-5258 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Roberval
2533-5282 2533-5282 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Montréal
2533-5290 2533-5290 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Montréal
2533-5340 2533-5340 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Montréal
2533-5365 2533-5365 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Beauharnois
2533-5415 2533-5415 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Alma

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2533-5472 2533-5472 QUÉBEC INC.	1987 12 02	Montréal
2533-5480 2533-5480 QUÉBEC INC.	1987 12 02	Mingan
2533-5498 2533-5498 QUÉBEC INC.	1987 12 02	Saint-Hyacinthe
2533-5514 2533-5514 QUÉBEC INC.	1987 12 02	Montréal
2533-5522 2533-5522 QUÉBEC INC.	1987 12 02	Rimouski
2533-5530 2533-5530 QUÉBEC INC.	1987 12 02	Montréal
2533-5571 2533-5571 QUÉBEC INC.	1987 12 02	Montréal
2533-5639 2533-5639 QUÉBEC INC.	1987 12 02	Laval
2533-5670 2533-5670 QUÉBEC INC.	1987 12 02	Abitibi
2533-5688 2533-5688 QUÉBEC INC.	1987 12 02	Abitibi
2533-5761 2533-5761 QUÉBEC INC.	1987 12 02	Longueuil
2533-5787 2533-5787 QUÉBEC INC.	1987 12 02	Bonaventure
2533-5795 2533-5795 QUÉBEC INC.	1987 12 02	Joliette
2533-5829 2533-5829 QUÉBEC INC.	1987 12 02	Alma
2533-5845 2533-5845 QUÉBEC INC.	1987 12 03	Montréal
2533-5852 2533-5852 QUÉBEC INC.	1987 12 02	Terrebonne
2533-5910 2533-5910 QUÉBEC INC.	1987 12 02	Saint-Hyacinthe
2533-5936 2533-5936 QUÉBEC INC.	1987 12 02	Montréal
2533-5944 2533-5944 QUÉBEC INC.	1987 12 02	Longueuil

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2533-5969 2533-5969 QUÉBEC INC.	1987 12 03	Montréal
2533-5985 2533-5985 QUÉBEC INC.	1987 12 03	Montréal
2533-6264 2533-6264 QUÉBEC INC.	1987 12 03	Montréal
2541-3709 2541-3709 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Québec
2541-4277 2541-4277 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Joliette
2541-4533 2541-4533 QUÉBEC INC.	1987 12 02	Québec
2541-4608 2541-4608 QUÉBEC INC.	1987 12 04	Québec
2541-6199 2541-6199 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Québec
2541-6306 2541-6306 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Longueuil
2541-6314 2541-6314 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Montréal
2541-6322 2541-6322 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Rimouski
2541-6330 2541-6330 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Montmagny
2541-6348 2541-6348 QUÉBEC INC.	1987 12 02	Terrebonne
2541-6470 2541-6470 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Hull
2541-6629 2541-6629 QUÉBEC INC.	1987 12 04	Québec
2541-6843 2541-6843 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Abitibi
2541-6850 2541-6850 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Abitibi
2541-6876 2541-6876 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Chicoutimi
2541-6926 2541-6926 QUÉBEC INC.	1987 12 02	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2541-7056 2541-7056 QUÉBEC INC.	1987 12 03	Abitibi
2541-7189 2541-7189 QUÉBEC INC.	1987 12 04	Montréal
2541-7197 2541-7197 QUÉBEC INC.	1987 12 04	Longueuil
2541-7205 2541-7205 QUÉBEC INC.	1987 12 04	Joliette
2541-7551 2541-7551 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Québec
2541-8039 2541-8039 QUÉBEC INC.	1987 12 04	Chicoutimi
2541-8260 2541-8260 QUÉBEC INC.	1987 12 03	Abitibi
2541-3758 ACCESSOIRES AXELLE LTÉE AXELLE ACCESSORIES LTD.	1987 12 01	Montréal
2533-5217 ACCOMMODATION JOHANE LAVOIE INC.	1987 12 01	Bedford
2541-8088 ACIER LOUBIER INC.	1987 12 04	Québec
2533-5654 ACTION BEAUBIEN INC.	1987 12 02	Montréal
2541-7585 LES AGENCES GHISLAIN LACASSE INC.	1987 12 03	Québec
2541-7098 ALIMENTATION L. M. C. INC.	1987 12 03	Beauce
2541-8765 LES ALIMENTS KUNG FU INC.	1987 12 04	Québec
2533-4285 LES ALIMENTS MADAKEV INC.	1987 11 30	Joliette
2533-5662 AMÉNAGEMENT NOUVELLÈRE INC.	1987 12 02	Montréal
2533-4491 AMUSEMENTS G.H.J. INC. G.H.J. AMUSEMENTS INC.	1987 11 30	Longueuil
2541-8286 AUTO-GESTION SANTÉ D.L.L. INC.	1988 01 01	Québec
2541-7130 A. BERGERON ÉBÉNISTE INC.	1987 12 03	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2533-5373 LES BAINS «CLASSIC» INC.	1987 12 01	Joliette
2541-3808 LES BOIS TRAITÉS NORDIC INC.	1987 12 01	Terrebonne
2541-7106 BOULANGERIE A. MCKENZIE (1987) INC.	1987 12 03	Trois-Rivières
2533-5647 BOUTIQUE DE CADEAUX «LA REMISE» INC.	1987 12 02	Terrebonne
2541-5811 BOUTIQUE IMAGINATION INC.	1987 12 01	Saint-Maurice
2541-3840 BOUTIQUE JACQUES BLANCHETTE INC.	1987 12 02	Richelieu
2533-5894 BOUTIQUE SANDRA LEE INC.	1987 12 02	Beauharnois
2533-5811 BOUTIQUE THÉRÈSE THIBAULT LTÉE	1987 12 02	Rimouski
2533-4194 CABANONS G. CHARTIER INC.	1987 11 30	Joliette
2533-5456 CAFÉTÉRIA LA DÉTENTE INC.	1987 12 02	Montréal
2541-6223 CENTRE DE BEAUTÉ MARIE-MAY INC.	1987 11 30	Rimouski
2533-6199 CENTRE DE CONDITIONNEMENT PHYSIQUE PLACE LEMOYNE INC.	1987 12 03	Longueuil
2533-5118 CENTRE DE RÉPARATIONS PINCOURT INC.	1987 12 01	Beauharnois
2541-8070 CHARLES-EUGÈNE BLANCHET INC.	1987 12 04	Montmagny
2533-4244 CHEZ MARIE YVONNE RESTAURANT INC.	1987 11 30	Labelle
2541-3782 CHRIS ZERVOS INC.	1987 12 01	Montréal
2533-5977 CITY WIDE ÉLECTRONIQUE INC.	1987 12 03	Montréal
2533-4210 CLOUTIER & RANGER AUTO INC.	1987 11 30	Longueuil
2541-6207 CONDO DESIGN INC.	1987 11 30	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2533-5597 CONSTRUCTION GÉRARD & LAURIER INC.	1987 12 01	Laval
2533-5928 CONSTRUCTION LAMO INC.	1987 12 02	Joliette
2541-5795 CONSTRUCTION LÉO TURNER INC.	1987 12 01	Trois-Rivières
2533-4301 CONSTRUCTION R.G.B. INC.	1987 11 30	Longueuil
2533-5902 CONSTRUCTIONS ALAIN BLANCHARD INC.	1988 02 01	Bedford
2533-5779 LES CONSTRUCTIONS BERUNICK INC.	1987 12 02	Joliette
2533-5803 CONSULTANTS P.S.R. INC.	1987 12 02	Longueuil
2541-6215 CONSULTATIONS IMMOBILIÈRES ST-PAUL INC.	1987 11 30	Québec
2533-5613 COVERPLANT TECHNOLOGIES INC.	1987 12 02	Montréal
2541-3683 C.E.M.I. MÉCANIQUE INDUSTRIELLE INC.	1987 11 30	Trois-Rivières
2541-7015 DANIEL LAURENCE INC.	1987 12 02	Longueuil
2533-5191 DANIEL MCPHERSON INC.	1987 12 01	Montréal
2541-5787 DEBO CONSTRUCTION INC.	1987 11 30	Beauce
2541-8757 DÉCORATION JEAN-PIERRE DENIS INC.	1987 12 04	Saint-Hyacinthe
2533-5332 DÉPANNEUR 2000 INC.	1987 12 01	Terrebonne
2533-4913 DÉPANNEUR DU BASSIN INC.	1987 12 01	Beauharnois
2541-3832 DÉPANNEUR NORICK INC.	1987 12 02	Abitibi
2533-5175 DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER P.B. INC.	1987 12 01	Iberville
2541-7031 LES DISTRIBUTIONS ALIMENTAIRES G.L.X. INC.	1987 12 01	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2541-7114 ÉDITIONS RVPL INC.	1987 12 03	Québec
2541-7072 EDMOND LEGROS & FILS INC.	1987 12 03	Montmagny
2533-5266 ENTREPRENEUR EN CONSTRUCTION C.R.N. INC.	1987 12 01	Longueuil
2533-5720 LES ENTREPRISES ANDRÉ CARBONNEAU INC.	1987 12 02	Longueuil
2533-5860 LES ENTREPRISES BRUNO BROSSOIT INC.	1987 12 02	Beauharnois
2533-4939 ENTREPRISES CAMILLE & RENAUD INC.	1987 12 01	Montréal
2541-3790 LES ENTREPRISES DE SOUDAGE D.L.K. INC.	1987 11 30	Beauharnois
2533-5738 LES ENTREPRISES DE TRANSPORT JEAN-CLAUDE PÉPIN INC.	1987 12 02	Joliette
2533-4798 LES ENTREPRISES DONALD BOULET INC.	1987 11 30	Terrebonne
2533-5837 LES ENTREPRISES ENVIRONNEMENTALES ANTHÈSE INC.	1987 12 02	Laval
2533-4764 ENTREPRISES FORESTIÈRES S P M L INC.	1987 11 30	Kamouraska
2541-3857 LES ENTREPRISES J.P.L. DOIRON INC.	1987 12 02	Saint-Hyacinthe
2533-5712 LES ENTREPRISES MAURICE PARISIEN INC.	1987 12 02	Longueuil
2541-6595 LES ENTREPRISES RAOUL PARÉ & FILLE INC.	1987 12 03	Frontenac
2533-5753 LES ENTREPRISES RÉAL DIONNE INC.	1987 12 02	Longueuil
2533-5746 LES ENTREPRISES SERMOND INC.	1987 12 02	Joliette
2533-5233 LES ENTREPRISES TEXTILES HADO INC.	1987 12 01	Montréal
2541-6967 ÉPICERIE JACQUES DUCHARME INC.	1987 12 02	Bedford

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2541-6272 EXCAVATION GIRARD & SIMARD INC.	1987 12 01	Trois-Rivières
2541-6249 LA FERME D'ÉLEVAGE BOUCHER & FILLE INC.	1987 11 30	Trois-Rivières
2541-4541 LES FIBRES DE VERRE AMT INC. AMT FIBERGLASS INC.	1987 12 02	Montréal
2541-6991 FORESTERIE M.C.A. INC.	1987 12 03	Abitibi
2541-7007 FRANCINE TOUGAS INC.	1987 12 02	Montréal
2533-4178 GAÉTAN AMYOT & ASSOCIÉS INC.	1987 11 30	Joliette
2533-5027 GARAGE LE MÉCANIQUE INC.	1987 12 01	Montréal
2533-5308 GARAGE YVON ROUILLARD INC.	1987 12 01	Saint-François
2541-3675 GARANTIE AUTO-COLLISION S.O.B. INC.	1987 11 30	Drummond
2533-4673 LES GARANTIES ANDRÉ BOUCHER LTÉE	1987 11 30	Longueuil
2541-8294 GEORGES MICHEL LAVOIE INC.	1987 12 03	Trois-Rivières
2541-6942 GESTION ADMINISTRATIVE J.M. TROTTIER INC.	1987 12 02	Québec
2541-8773 GESTION ALINE SOUCY INC.	1987 12 04	Québec
2533-5696 GESTION ALMI-PLUS INC.	1987 12 02	Montréal
2541-3873 GESTION BENEDETTO & MORIN INC.	1987 12 03	Baie-Comeau
2541-6280 GESTION CAMIL BLOUIN INC.	1987 12 01	Québec
2533-5464 GESTION CAMSUB INC. CAMSUB HOLDINGS INC.	1987 12 02	Montréal
2533-5068 GESTION CLAUDE J. INC.	1987 11 30	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2541-6512 GESTION DE SERVICES J.Y.P. INC.	1987 12 02	Kamouraska
2533-5506 GESTION ET PROMOTION INTERNATIONALE GABEL INC. GABEL INTERNATIONAL MARKETING MANAGEMENT INC.	1987 12 02	Longueuil
2533-6090 GESTION GILBERT BOUCHER INC.	1987 12 03	Terrebonne
2541-6603 GESTION GRANDE HERMINE INC.	1987 12 03	Trois-Rivières
2541-7049 GESTION HÔTELIÈRE DU QUÉBEC INC.	1987 12 03	Saint-François
2533-6082 GESTION JEAN CHARTRAND INC.	1987 12 02	Iberville
2541-6587 GESTION JMCL INC.	1987 12 03	Saint-François
2533-5324 GESTION LE SQUARE INC.	1987 12 01	Longueuil
2533-4707 GESTION LOUIS LEBEAULT INC.	1987 11 30	Montréal
2541-6231 GESTION LUCIE LAURIN INC.	1987 11 30	Montréal
2533-5589 GESTION L. STEBEN INC.	1987 12 02	Longueuil
2541-6900 GESTION MANON DARCHE INC.	1987 12 01	Saint-Hyacinthe
2541-7569 GESTION OK BUN TANN INC.	1987 12 01	Québec
2541-3865 GESTION RABJA INC.	1987 12 02	Chicoutimi
2541-6934 GESTION RICHARD GARNEAU INC.	1987 12 02	Saint-François
2533-5399 GESTION RICHARD MAGNAN INC.	1987 12 01	Joliette
2533-4731 GESTION TREMBLAY & HUGRON INC.	1987 11 30	Joliette
2541-4590 GESTIONS AURÉLE HAMEL INC.	1987 12 03	Terrebonne

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2533-6074 GESTIONS DENIS CORBEIL INC.	1987 12 02	Joliette
2541-5803 LES GESTIONS G. & R. FRAPPIER INC.	1987 12 01	Trois-Rivières
2541-4582 GESTIONS HENRIETTE PICHÉ INC.	1987 12 03	Terrebonne
2533-6066 GESTIONS SERGE BASTIEN INC.	1987 12 02	Laval
2541-7023 GROUPE FUTO INC.	1987 12 02	Hull
2541-7064 GROUPE LAPARO INC.	1987 12 03	Trois-Rivières
2541-3816 LE GROUPE LOGINEAU INC.	1987 12 01	Montréal
2541-8336 LES HABITATIONS BEAUSÉJOUR INC.	1987 12 03	Joliette
2533-4343 IMMEUBLES DIANE ST-PIERRE INC.	1987 11 30	Montréal
2541-6561 LES IMMEUBLES DU CRAN LTÉE	1987 12 02	Alma
2533-4822 LES IMMEUBLES HAMON INC. <i>HAMON REALTIES INC.</i>	1987 11 30	Montréal
2533-4749 LES INDUSTRIES PETER ROBINSON CIE LTÉE <i>PETER ROBINSON INDUSTRIES CO. LTD.</i>	1987 11 30	Montréal
2541-6660 INFO AMIGO INC.	1987 12 04	Montréal
2541-5779 INVESTISSEMENT A. DUPRAS INC.	1987 11 30	Laval
2533-4129 INVESTISSEMENTS ANDREW GERTLER INC. <i>ANDREW GERTLER INVESTMENTS INC.</i>	1987 11 30	Montréal
2533-4657 LES INVESTISSEMENTS CAN-BI INC.	1987 11 27	Longueuil
2541-7577 LES INVESTISSEMENTS CHALO B. INC.	1987 12 03	Québec
2533-4756 LES INVESTISSEMENTS FRAN-BER INC.	1987 11 30	Labelle

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2533-4665 INVESTISSEMENTS MATTÀ INC. MATTÀ INVESTMENTS INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4368 LES INVESTISSEMENTS PACE INC. PACE INVESTMENTS INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4384 INVESTISSEMENTS TAILLON INC.	1987 11 30	Montréal
2533-5431 ITAL-VIDÉO DISCO (1987) INC.	1987 12 02	Montréal
2541-6496 LES JARDINS BIO-SOLAIRE INC.	1987 12 01	Saint-François
2540-2454 JEAN-MARC SAVARD INC.	1987 10 23	Abitibi
2541-4566 JOSEPH DANSEREAU CONSULTATION (J.D.C.I.) INC.	1987 12 02	Québec
2541-4574 J. LECLERC & ASSOCIÉS CONSULTANTS IMMOBILIER INC.	1987 12 02	Montréal
2539-9601 J.P. GROTHÉ TRANSPORT INC.	1987 11 01	Montréal
2533-5951 LABORATOIRE LIOLAB (1987) INC.	1987 12 02	Montréal
2541-6553 LAJOIE & FILS EXCAVATION INC.	1987 12 02	Trois-Rivières
2533-5092 LAURIMAN INC.	1987 12 01	Montréal
2541-6892 LEMIEUX DACTYLO (1987) INC.	1987 12 01	Saint-Hyacinthe
2541-3733 LEVY TRANSPORT LTÉE LEVY TRANSPORT LTD.	1987 12 01	Québec
2533-4814 LIBRAIRIE DU SAINT-GRAAL INC.	1987 12 01	Montréal
2533-5035 LOCATION D'AUTOS DUBÉ INC.	1987 12 01	Montréal
2541-8252 LOCATION F.R.B. INC.	1987 12 03	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2533-4376 LOU-FLASH INC.	1987 11 30	Longueuil
2533-4723 L.S.P. RÉNOVATIONS INC.	1987 11 30	Montréal
2541-6298 LA MAISON DE DÉCORATION LAFLAMME INC.	1987 12 01	Québec
2541-4509 MANIE CONSTRUCTION INC.	1987 11 27	Terrebonne
2533-5621 MARCHÉ MENG INC.	1987 12 02	Montréal
2533-5563 MARKETING PUBLI NART INC.	1987 12 02	Terrebonne
2541-6355 MARS TRANSPORT INC.	1987 12 02	Longueuil
2541-8302 MENUISERIE THOMAS LÉVESQUE INC.	1987 12 02	Rimouski
2541-5837 MESSAGERIE BOBBIE INC.	1987 12 01	Québec
2533-4160 MODES GENESIS INC. GENESIS FASHIONS INC.	1987 11 30	Montréal
2533-4640 MONSELET RÉNOVATION INC.	1987 11 27	Montréal
2541-7593 ORDINATEUR MAGNA LTÉE MAGNA COMPUTER LTD.	1987 12 03	Montréal
2533-4681 ORDINATEURS VELAR MICRO 2001 INC. VELAR MICRO 2001 COMPUTERS INC.	1987 11 30	Montréal
2541-6488 PAUL JACQUES ENTREPRENEUR ÉLECTRICIEN INC.	1987 11 30	Beauce
2541-8740 PÊCHERIES DONAT ALBERT INC.	1987 12 03	Gaspé
2541-8732 PÊCHERIES P.M.C. INC.	1987 12 03	Gaspé
2541-3774 PHILIPPE VINCIARELLI INC.	1987 12 01	Longueuil
2541-3741 PLACEMENT DU MOULIN LTÉE	1987 12 01	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2541-6645 PLACEMENTS 10 X 10 INC.	1987 12 04	Montréal
2541-8781 PLACEMENTS BOVET INC.	1987 12 04	Montréal
2541-7171 PLACEMENTS G. F. BERGERON INC.	1987 12 03	Bedford
2533-4251 LES PLACEMENTS G. LAFERRIERE INC.	1987 11 30	Joliette
2541-7148 PLACEMENTS JACQUELINE BERGERON INC.	1987 12 03	Bedford
2541-7155 PLACEMENTS J.M. BERGERON INC.	1987 12 03	Bedford
2533-5183 LES PLACEMENTS NORMAND LACOMBE INC.	1987 12 01	Laval
2533-4269 LES PLACEMENTS R. BURKE INC.	1987 11 30	Joliette
2541-7163 PLACEMENTS YVES BERGERON INC.	1987 12 03	Bedford
2533-3782 PLACEMENTS YVON MÉNARD INC.	1987 11 30	Montréal
2533-5407 LES PLACEMENTS Y. BERGERON INC.	1987 12 01	Terrebonne
2533-5316 POISSONNERIE FIN GOURMET INC.	1987 12 01	Terrebonne
2533-5886 POISSONNERIE JONAS INC.	1987 12 02	Joliette
2541-7122 LES PRODUCTIONS GAGNÉ LTÉE	1987 12 03	Québec
2533-5605 LES PRODUCTIONS RÉCRÉO ARTS INC.	1987 12 01	Saint-Hyacinthe
2541-6652 LES PRODUCTIONS VIDÉO PIERRE MORISSETTE INC.	1987 12 04	Québec
2533-5555 LES PRODUITS DE SOUDAGE L.B. INC.	1987 12 02	Laval
2533-5357 PUBLICITÉ R.P. INC.	1987 12 01	Chicoutimi
2533-4715 LES PUBLICITÉS A. CAMPEAU LTÉE	1987 11 30	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2541-6959 P.E.P. MARKETING INC.	1987 12 02	Québec
2541-8328 P.G. PELLETIER EXPRESS INC.	1987 12 04	Québec
2541-6975 QUINCAILLERIE M & J MICHAUD INC.	1987 12 04	Québec
2533-4632 RESTAURANT AUX MILLE ANS LTÉE	1987 11 30	Montréal
2541-4525 RESTAURANT LE TOP (GRANDE-ALLÉE) INC.	1987 12 02	Québec
2541-6884 SAMSON, TREMBLAY & ASSOCIÉS INC.	1987 12 01	Saint-François
2533-5878 SÉCURITÉ ANDRÉ BERTRAND INC.	1987 12 03	Montréal
2541-4269 SEMIBEL INC.	1987 11 30	Rimouski
2533-5381 SERVICE D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION EN BÂTIMENT G.L. INC.	1987 12 01	Laval
2541-8278 SERVICES ESPÉRANCE SANTÉ INC.	1988 01 01	Québec
2541-6504 SERVICES FINANCIERS B.M. INC.	1987 12 02	Québec
2541-3725 SERVICES FINANCIERS F.A.L. INC.	1987 12 01	Frontenac
2541-3717 SINCÈREMENT VÔTRE INC.	1987 12 01	Rimouski
2541-6918 SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE A.G.R. INC. A.G.R. REALTIES INC.	1988 01 31	Beauharnois
2541-6611 SOTRON INC.	1987 12 03	Montréal
2533-5423 SOUDURE HAUTE PRESSION ÉTIENNE LUSSIER INC.	1987 12 01	Saint-Hyacinthe
2541-4517 SOUDURE LEVASSEUR & FILS INC.	1987 12 01	Longueuil
2533-4616 LES SOUDURES HOGAN INC.	1987 11 30	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2533-4830 LES SOURCES DU NOUVEL ÂGE INC.	1987 11 30	Laval
2533-5159 SPORT FOLIE INC.	1987 12 01	Montréal
2541-4558 STUDIO D'AUTO DÉFENSE SHAOLIN-KEMPO QUÉBEC INC.	1987 12 02	Québec
2541-3691 SYLVAPOLIS INC.	1987 11 30	Terrebonne
2541-6579 SYSTÈMES INTÉRIEURS TRANSIT	1987 12 03	Beauce
2533-4319 TANGUAY, LEMAIRE & ASSOCIÉS (1987) INC.	1987 11 30	Trois-Rivières
2541-3824 TAVERNE J. Y. BUISSON INC.	1987 12 02	Saint-Maurice
2533-4855 TÉLÉ-LOCATION J.D.B. INC.	1987 11 30	Joliette
2533-4392 TENUE DE LIVRES GILLES LARUE LTÉE	1987 11 30	Montréal
2533-5209 TENUE DE LIVRES OPTIMUM INC.	1987 12 01	Laval
2541-4285 LES TERRASSES DU VIEUX PORT INC.	1987 12 01	Québec
2541-6637 THERMOPOMPE DE LA CAPITALE INC.	1987 12 04	Québec
2533-5548 THOM & RONG INC.	1987 12 02	Montréal
2541-8054 TRANSPORT BERNARD GODARD INC.	1987 12 04	Labelle
2541-6181 TRANSPORT J.N. ROSSIGNOL (QUÉBEC) INC.	1987 11 30	Kamouraska
2533-5274 TRANSPORT S.Y.L. INC.	1987 12 01	Montréal
2533-5704 TRANSPORTS LAURENT BRAULT INC.	1987 12 02	Longueuil
2533-5100 LES VÊTEMENTS DE SPORT SAMEDI INC. SATURDAY'S SPORTSWEAR INC.	1987 12 01	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2533-5019 VILLA SIMONEAU INC.	1987 12 01	Montréal
2533-5050 VITRERIE MIROVERRE INC.	1987 12 01	Montréal

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

308

Délivrance d'un certificat de continuation

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de continuation à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1179-3874 A & F CHAMPEAU INC.	1968 04 22	1987 12 03	
1247-9978 AGENCE DE VOYAGE COLUMBUS (1962) LTÉE	1963 01 08	1987 11 30	
1479-3756 CENTRE DU CAMION DE LA RIVE SUD INC.	1977 07 11	1987 11 27	TRANSPORT CHARTRAND (1987) INC.
1246-6553 LE CIRCUIT ST-EDMOND LTÉE	1971 08 27	1987 12 03	LES PLACEMENTS MAJOLYVE INC.
1368-9997 CONSTRUCTION J.-G. LESSARD & FILS INC.	1974 07 11	1987 12 01	
1145-2281 CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ERKO	1954 06 07	1987 12 02	PARC DES TILLEULS INC.
1467-9328 DESIGNS KATCH INC.	1976 06 21	1987 12 03	
1467-3354 EMBALLAGE FRIGON INC.	1976 05 26	1987 12 03	
1337-1117 LES ENTREPRISES AGRICOLES ET FORESTIÈRES DE PERCÉ INC.	1977 07 19	1987 12 03	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1356-0487 LES ENTREPRISES BURKE & LAFERRIÈRE INC.	1974 04 25	1987 11 30	
1463-9751 LES ENTREPRISES S.A.M.P. INC.	1976 01 05	1987 11 30	
1369-0276 GESTION TRANCO INC.	1974 07 16	1987 12 02	
1357-3084 HABITATIONS GAROY INC.	1974 06 18	1987 12 01	GAROY CONSTRUCTION INC.
1245-0961 HÔTEL MOTEL ST-LAURENT (CHANDLER) INC.	1970 03 04	1987 12 01	
1467-8353 LES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ROLÂND BISAILLON INC.	1976 06 16	1987 12 03	MACHINERIES YVON ET CLAUDE VINCENT INC.
1331-8357 JEANERATION INC.	1973 05 07	1987 10 22	
1143-6334 JUERGEN SANDER INC.	1969 03 04	1987 12 01	
1634-3048 LAVE-AUTO DISCO INC.	1979 03 01	1987 11 30	POURVOIRIE YVES & COLETTE PAQUIN INC.
1477-3154 LA MODE FLEURISTE G.T. INC.	1977 05 05	1987 11 30	
1631-0245 PADUNACO INC.	1978 11 06	1987 12 02	
1461-1677 LES PLACEMENTS CAVIC INC.	1966 05 24	1987 12 03	
1137-9385 LES PRODUITS ALIMENTAIRES ANCO LTÉE	1961 11 17	1987 12 01	
1105-4236 QUINCAILLERIE MÉTRO INC.	1956 06 12	1987 12 04	ajoutant la version: METRO HARDWARE INC.
1102-6184 LE RESTAURANT TEXAN INC.	1954 12 30	1987 12 01	
1250-9287 SOCIÉTÉ DE PLACEMENTS DALROY LTÉE	1955 06 30	1987 12 03	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1266-7077 TABAC INDÉPENDANT INC.	1935 05 22	1987 11 30	
1245-5077 TRANSPORT CHARTRAND INC.	1965 09 03	1987 12 03	LES PLACEMENTS JEAN-PAUL CHARTRAND INC.
1367-9444 TRANSPORT J.C. INC.	1974 04 25	1987 12 04	
1628-7658 VARO, ROBERT INC.	1978 08 03	1987 12 03	VARO-ROBERT INC.
1507-0212 VIC MOBILIERS DE MAGASIN (1977) INC.	1977 09 14	1987 12 03	

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

308

Délivrance d'un certificat de fusion

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de fusion à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2541-6520 2541-6520 QUÉBEC INC.	2531-7579 QUÉBEC INC. 2531-7561 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Terrebonne
2541-6538 2541-6538 QUÉBEC INC.	2531-4949 QUÉBEC INC. 2531-4931 QUÉBEC INC.	1987 11 30	Terrebonne
2541-6868 AUTOMOBILES ACADIA INC.	AUTOMOBILES ACADIA INC. GESTION J.L.D. INC.	1987 12 01	Québec
2541-4202 C.B.R. TECHNOLOGIES LTÉE <i>C.B.R. TECHNOLOGIES LTD.</i>	C.B.R. TECHNOLOGIES LTÉE ÉQUIPEMENT C.B.R. LTÉE	1987 12 01	Montréal
2541-8310 ÉLECTRONIQUE J.-C. TARTE INC.	ÉLECTRONIQUE J.C. MARTIN INC. ÉLECTRONIQUE J.C. TARTE INC.	1987 12 02	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2541-3766 LES MOULURES BÉGIN LTÉE	LES MOULURES BÉGIN LTÉE SOGESPORT INC.	1987 12 01	Québec
2541-5829 PICKEN SERVICE INC.	PICKEN SERVICE INC. 2539-7613 QUÉBEC INC.	1987 12 01	Saint-François
2541-4210 QUINCAILLERIE RICHELIEU LTÉE	2539-9346 QUÉBEC INC. QUINCAILLERIE RICHELIEU LTÉE	1987 12 01	Montréal
2541-6983 LES SERRES BÉGIN INC.	LES SERRES BÉGIN INC. LES SERRES NOTRE-DAME DES PINS INC.	1987 12 04	Beauce
2541-6546 LES SYSTÈMES HYDRAULIQUES T.L.G. (1987) INC.	LES SYSTÈMES HYDRAULIQUES T.L.G. INC. 2541-4848 QUÉBEC INC.	1987 12 02	Trois-Rivières

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

308

Délivrance d'un certificat de modification

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de modification à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1860-4512 1860-4512 QUÉBEC INC.	1982 08 12	1987 11 30	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 10
2170-8862 2170-8862 QUÉBEC INC.	1984 05 25	1987 12 03	du district: Montréal
2313-6757 2313-6757 QUÉBEC INC.	1984 12 10	1987 12 03	du capital-actions
2324-5764 2324-5764 QUÉBEC INC.	1985 07 26	1987 12 04	du district: Laval
2413-4314 2413-4314 QUÉBEC INC.	1986 03 18	1987 12 01	du district: Longueuil

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2418-9235 2418-9235 QUÉBEC INC.	1986 07 31	1987 12 02	de la dénomination sociale: GROUPE J. G. LATULIPPE INC.
2425-6257 2425-6257 QUÉBEC INC.	1986 12 29	1987 11 27	du district: Trois-Rivières
2425-6448 2425-6448 QUÉBEC INC.	1986 12 29	1987 12 01	1) de la dénomination sociale: ABATTOIR RÉGIONAL DE VALLEYFIELD INC. 2) du district: Beauharnois
2429-3490 2429-3490 QUÉBEC INC.	1987 02 13	1987 12 01	de la dénomination sociale: GESTION MARCEL POULIOT INC.
2525-1877 2525-1877 QUÉBEC INC.	1987 05 01	1987 11 30	1) de la dénomination sociale: LES ÉLEVAGES NORMAND INC. 2) du capital-actions
2525-2883 2525-2883 QUÉBEC INC.	1987 05 01	1987 11 27	1) de la dénomination sociale: GESTION S. MORISSETTE INC. 2) du district: Montréal
2527-2923 2527-2923 QUÉBEC INC.	1987 06 17	1987 11 26	de la dénomination sociale: DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER CHAREX INC.
2527-3426 2527-3426 QUÉBEC INC.	1987 06 18	1987 11 30	de la dénomination sociale: GESTION M.J.M. INC.
2527-3723 2527-3723 QUÉBEC INC.	1987 06 17	1987 12 02	de la dénomination sociale: VAL NISSAN (1987) INC.
2528-8010 2528-8010 QUÉBEC INC.	1987 08 03	1987 12 02	de la dénomination sociale: AGENCE RÉJEAN DUMAS INC.
2529-4109 2529-4109 QUÉBEC INC.	1987 08 19	1987 12 02	de la dénomination sociale: CONTRÔLE FERMASCO INC.
2530-4155 2530-4155 QUÉBEC INC.	1987 09 15	1987 12 03	1) de la dénomination sociale: MARBEST INC. 2) du district: Laval 3) du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2530-6614 2530-6614 QUÉBEC INC.	1987 09 21	1987 12 01	1) de la dénomination sociale: AGENCE DE MODE ANNA CERULLI INC. ANNA CERULLI FASHION AGENCY INC. 2) du district: Montréal 3) du capital-actions
2530-9071 2530-9071 QUÉBEC INC.	1987 09 25	1987 12 02	du capital-actions
2531-0434 2531-0434 QUÉBEC INC.	1987 09 29	1987 11 27	1) de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES J.C.M. MORIN INC. 2) du district: Québec
2531-3081 2531-3081 QUÉBEC INC.	1987 10 06	1987 12 01	du capital-actions
2531-3396 2531-3396 QUÉBEC INC.	1987 10 06	1987 12 02	de la dénomination sociale: SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE REDPATH INC.
2531-6589 2531-6589 QUÉBEC INC.	1987 10 15	1987 12 03	1) de la dénomination sociale: CLINIQUE DENTAIRE MAXIME CHARENTE INC. 2) du district: Laval
2531-9021 2531-9021 QUÉBEC INC.	1987 10 21	1987 12 02	1) de la dénomination sociale: TRANSPORT GUY L'ÉTANG INC. 2) du district: Joliette
2532-0854 2532-0854 QUÉBEC INC.	1987 10 27	1987 11 30	du district: Bedford
2532-3916 2532-3916 QUÉBEC INC.	1987 11 03	1987 12 03	de la dénomination sociale: CENTRE DU RADIATEUR M.J. (1987) INC.
2532-5945 2532-5945 QUÉBEC INC.	1987 11 06	1987 12 01	de la dénomination sociale: GESTION F.L. VAILLANCOURT INC.
2532-7792 2532-7792 QUÉBEC INC.	1987 11 12	1987 12 01	du district: Joliette
2532-7818 2532-7818 QUÉBEC INC.	1987 11 12	1987 12 02	du district: Chicoutimi

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2532-7834 2532-7834 QUÉBEC INC.	1987 11 12	1987 12 02	1) de la dénomination sociale: PÊCHES STECAR INC. 2) du district: Rimouski
2532-7867 2532-7867 QUÉBEC INC.	1987 11 12	1987 12 02	du district: Saint-Hyacinthe
2536-0603 2536-0603 QUÉBEC INC.	1987 06 08	1987 11 27	de la dénomination sociale: GRANI-TECH (CANADA) INC.
2538-3431 2538-3431 QUÉBEC INC.	1987 08 21	1987 11 30	de la dénomination sociale: SPEQ-AFFAIRES INC.
2538-7457 2538-7457 QUÉBEC INC.	1987 09 08	1987 12 02	1) de la dénomination sociale: GESTIONS MARIO DESOURDY INC. 2) du capital-actions
2539-5179 2539-5179 QUÉBEC INC.	1987 09 24	1987 12 03	du district: Québec
2540-1084 2540-1084 QUÉBEC INC.	1987 10 13	1987 11 30	de la dénomination sociale: PLOMBERIE NOVA DUROCHER INC.
2540-1498 2540-1498 QUÉBEC INC.	1987 10 19	1987 12 04	de la dénomination sociale: LE GROUPE ÉQUIMER INC.
2540-9103 2540-9103 QUÉBEC INC.	1987 11 06	1987 12 01	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES J.G. MAILHOT INC.
2541-3972 2541-3972 QUÉBEC INC.	1987 11 23	1987 12 01	de la dénomination sociale: CLÔTURE ORLÉANS (1987) LTÉE
1856-6810 ATELIER PETIT BOIS INC.	1982 04 06	1987 12 02	du district: Beauharnois
2526-7865 AUTOMOBILES DU FJORD INC.	1987 06 08	1987 12 03	du capital-actions
1351-8485 BEAUCHAMP-SEVERS INC.	1974 01 04	1987 12 04	de la dénomination sociale: JULES BEAUCHAMP INC.
1239-7584 BOLESS INC.	1971 04 14	1987 12 03	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1852-0338 BROCHET, CASTELLI & ASSOCIÉS INC.	1981 11 05	1987 11 30	1) de la dénomination sociale: DUBOIS, CASTELLI INC. 2) du capital-actions
2525-9284 CIRBEC ÉLECTRIQUE INC.	1987 05 19	1987 12 02	du district: Drummond
2328-9622 CLERTEC INC.	1985 10 17	1987 11 30	du district: Roberval
1361-9697 CLÔTURE ORLÉANS LTÉE	1975 02 24	1987 12 01	de la dénomination sociale: GESTION C.H.D. LTÉE
2169-2892 LES CONFISERIES BROWNIES INC.	1984 04 13	1987 12 02	de la dénomination sociale: LES INVESTISSEMENTS BROWNIES INC.
2424-1788 LES CONSTRUCTIONS BOISJOLY & YERGEAU INC.	1986 11 18	1987 12 01	de la dénomination sociale: LES INVESTISSEMENTS BOISJOLY & YERGEAU INC.
2418-6546 CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE FRONTENAC LTÉE	1986 07 24	1987 12 01	1) du capital-actions 2) des dispositions
1115-3681 CRÉATIONS AMÉRICA INC.	1963 02 28	1987 12 01	du capital-actions
1366-9718 CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.	1975 09 17	1987 11 27	du capital-actions
2425-5853 C.I.F. MÉTAL LTÉE	1987 01 14	1987 12 01	1) du capital-actions 2) des dispositions
2317-4196 LE DÉPANNEUR DE VERDUN (1985) INC.	1985 03 04	1987 11 30	de la dénomination sociale: 2317-4196 QUÉBEC INC.
1647-4512 LE DIFFUSEUR G. VERMETTE INC.	1980 09 08	1987 11 30	ajoutant la version: G. VERMETTE DISTRIBUTORS INC.
2539-8744 ÉBÉNISTERIE A.D. INC.	1987 10 14	1987 11 30	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2322-0932 LES ENTREPRISES YVAN & MONIQUE CHARBONNEAU INC.	1985 06 04	1987 12 03	de la dénomination sociale: LES DÉPANNEURS MONIQUE CHARBONNEAU INC.
2326-6679 LES ÉQUIPEMENTS TIBO INC.	1985 09 05	1987 12 03	de la dénomination sociale: LES SERRES TIBO INC.
2527-7526 FERME DES DEUX RANGS INC.	1987 06 25	1987 12 03	du capital-actions
2434-2594 FLEURISTE-PÉPINIÉRISTE SCARDERA LTÉE	1986 01 17	1987 11 27	de la dénomination sociale: FLEURISTE SCARDERA LTÉE
2430-9478 FONDS PME QUÉBEC INC.	1987 03 10	1987 12 02	1) du capital-actions 2) des dispositions
2321-2228 FRUITS & LÉGUMES J.M.N. LTÉE	1985 05 22	1987 12 03	de la dénomination sociale: ARCHERIE BAIE DES CHALEURS INC.
1125-5452 F. PILON INC.	1954 06 04	1987 12 02	de la dénomination sociale: PILON FOURNITURES DE BUREAU INC. PILON OFFICE SUPPLIES INC.
2156-4042 GESTALE COURTIERS EN COMMUNICATION LTÉE	1983 06 03	1987 12 03	1) du district: Longueuil 2) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 10
2324-5749 GESTION ANDRÉ LAROSE INC.	1985 07 26	1987 12 04	du district: Laval
2541-5753 GESTION CINÉVIC INC.	1987 12 01	1987 12 02	de la dénomination sociale: CINÉVIC (1987) INC.
2422-7431 GESTION CINQ P. INC.	1986 12 03	1987 12 04	du district: Laval
1864-6943 GESTION GUY LALONDE INC.	1982 12 20	1987 11 30	1) de la dénomination sociale: 1864-6943 QUÉBEC INC. 2) du capital-actions
2533-3063 GESTION HISHAM WALI INC.	1987 11 26	1987 12 03	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2439-6244 GESTION NICA INC.	1986 08 19	1987 11 30	du capital-actions
1646-8134 GESTION PIETRO MOGNARELLI INC.	1980 07 24	1987 12 02	du capital-actions
1646-8167 GESTION WALTER OLIVANTI INC.	1980 07 24	1987 12 02	du capital-actions
1469-7023 GROUPEMENT FORESTIER DE CHAMPLAIN INC.	1976 08 31	1987 11 30	du capital-actions
2532-0060 GUTECH SERVICES (1987) LTÉE	1987 10 23	1987 11 30	de la dénomination sociale: PLOMBERIE ET CHAUFFAGE A.S.R. INC.
1851-3382 HÔTEL MOTEL BELLE PLAGE CARLETON INC.	1981 10 15	1987 11 30	du capital-actions
1470-5412 LES IMMEUBLES PLACE ROCHETTE INC.	1976 09 30	1987 12 03	1) du capital-actions 2) des dispositions
2416-2760 INSTITUT PROFESSIONNEL DE LA BEAUTÉ DU QUÉBEC INC.	1986 05 14	1987 12 04	du district: Laval
2414-7647 INVESTEL INC.	1986 05 07	1987 12 01	de la dénomination sociale: LES PLACEMENTS CAMBRIENS LTÉE
1351-2389 LABORATOIRE THERMYC CANADA INC.	1973 11 20	1987 12 03	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 10
1151-2092 LEMIEUX DACTYLO INC.	1969 04 11	1987 12 01	de la dénomination sociale: LEMIEUX MOBILIER DE BUREAU INC.
2322-1948 MAISON L.M.B. INC.	1985 06 07	1987 12 02	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 10
1206-5215 MATÉRIAUX PARÉ INC.	1971 05 18	1987 12 04	de la dénomination sociale: GESTION BLUENOSE INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2419-9606 MENUISERIE J.R. MORIN INC.	1986 09 08	1987 12 02	du capital-actions
2320-6311 LES MOULURES LACASSE INC.	1985 05 07	1987 12 03	1) du capital-actions 2) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 25
1133-6328 M. O. DAVID & CIE LTÉE	1967 09 28	1987 12 01	1) du capital-actions 2) des dispositions
2316-1516 NICOLE ARSENAULT INC.	1985 02 15	1987 11 30	de la dénomination sociale: ARSENAULT ET D'ENTREMONT INC.
2417-8402 LES PEINTURES ST-NICÉPHORE INC.	1986 06 23	1987 11 30	de la dénomination sociale: GARAGE PIERRE MILOT INC.
1845-2946 PÉLOMIX INC.	1981 04 13	1987 12 01	du capital-actions
2418-0747 PHOTOCOPIES LAC ST-JEAN INC.	1986 07 10	1987 12 01	du district: Alma
2169-4286 PIERRE LEBLANC TRANSPORT INC.	1984 04 25	1987 12 03	du district: Beauce
2310-9911 LES PLACEMENTS LA PA GA INC.	1984 10 09	1987 12 04	1) du district: Laval 2) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 5
2333-4550 LES PLACEMENTS MIBERT INC.	1986 01 08	1987 12 03	du capital-actions
2440-4642 LES PLACEMENTS SERGE MÉNARD INC.	1986 09 18	1987 12 01	du district: Terrebonne
1627-3062 PLOMBERIE M.J. INC.	1978 06 07	1987 11 30	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 10
2318-7388 LES PRODUCTIONS JEAN-PIERRE LÉGARÉ INC.	1985 04 01	1987 12 02	de la dénomination sociale: GESTION J.-P. LÉGARÉ INC.
1479-6460 RECORAD INC.	1977 07 19	1987 12 01	1) du capital-actions 2) des dispositions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1467-5177 RÉFRIGÉRATION MAUVALIN L'ÉE	1976 05 17	1987 12 02	du capital-actions
1859-2436 RELIURE PIERRE LAROCHELLE & FILS INC.	1982 06 28	1987 11 27	1) du capital-actions 2) des dispositions
2530-5269 RESTAURANT LA MADONETTE INC.	1987 09 17	1987 11 27	de la dénomination sociale: LA MADONETTE. COMPAGNIE IMPORT - EXPORT INC.
1170-9813 RICHARD PICHÉ INC.	1962 06 06	1987 12 01	de la dénomination sociale: R.P.M. TECH INC.
2439-0569 RONALD JOLICOEUR INC.	1986 07 28	1987 11 30	1) du capital-actions 2) des dispositions
1336-3155 SERVICE DE GESTION INDUSTRIELLE G.R. INC.	1972 12 21	1987 12 03	1) du capital-actions 2) des dispositions
2526-8020 LES SERVICES TECHNIQUES PRAM INC.	1987 06 08	1987 12 01	de la dénomination sociale: RÉFÉRENCE VIDÉO INC.
2333-6456 SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT PILEM INC.	1986 01 09	1987 10 26	du district: Longueuil
2412-5569 SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE BELROSE INC.	1986 02 21	1987 12 04	du district: Laval
1462-3664 STATION-SERVICE YVON TREMBLAY INC.	1975 09 30	1987 12 02	de la dénomination sociale: STATION-SERVICE J.-M. OUELLET (1987) INC.
2334-4732 LES SYSTÈMES D'INTÉRIEURS DE BEAUCE INC.	1986 01 29	1987 12 01	de la dénomination sociale: HABITAT PLUS INC.
2440-3446 TÉLÉCOM CGO INC.	1986 09 15	1987 11 30	du nombre des administrateurs: minimum: 2 maximum: 15
1864-2801 TRANSPORT WILFRID DIONNE INC.	1982 12 13	1987 12 02	du district: Québec
1363-4878 LES TRAVAUX MÉCANISÉS G.L.B. L'ÉE	1975 05 12	1987 12 02	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2440-0152 VAL-DAN MAINTENANCE INC.	1986 09 02	1987 10 21	du capital-actions
2418-1158 VERBOIS CONSEIL INC.	1986 07 04	1987 12 01	1) du capital-actions 2) des dispositions
1105-4988 Z. CHARBONNEAU LTÉE	1965 03 22	1987 12 02	1) du capital-actions 2) des dispositions

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

308

Compagnies (Partie III) — Loi sur les

Lettres patentes

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes constituant en corporation chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2541-5407 LES AMIS DE L'ARBRE D'OR INC.	1987 12 01	Gatineau
2541-5480 ASSOCIATION CANADIENNE DES ÉTUDIANTS ET ÉTUDIANTES EN AMÉNAGEMENT ET EN URBANISME, SECTION U.Q.A.M.	1987 12 04	1255, St-Denis, Montréal
2541-5456 ASSOCIATION CANADIENNE POUR L'AVANCEMENT DES ÉTUDES NÉERLANDAISES À MONTRÉAL <i>CANADIAN ASSOCIATION FOR THE ADVANCEMENT OF NETHERLANDIC STUDIES AT MONTRÉAL</i>	1987 12 03	400, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield
2541-5191 ASSOCIATION DE RINGUETTE EST DU QUÉBEC INC.	1987 12 01	457, Richelieu, Pointe-au-Père
2541-5506 ASSOCIATION DES COMPILATEURS EN DANSE (A.C.D.) INC.	1987 12 04	484, Cité des Jeunes, Saint-Lazare
2541-5381 ASSOCIATION DES PARENTS ET AMIS DES PATIENTS EN SANTÉ MENTALE DU SUD-OUEST	1987 12 01	Valleyfield

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2541-9029 ASSOCIATION DU HOCKEY MINEUR DE FARNHAM INC.	1987 12 04	451, St-André sud, Farnham
2541-6728 ASSOCIATION POUR LA PROTECTION DU MONT CONDOR	1987 12 02	Val-David
2541-4806 CENTRE DE PLEIN AIR DES APPALACHES INC.	1987 12 01	Saint-Fabien de Panet
2540-8428 CENTRE E.R.K. 58 INC.	1987 12 02	Chicoutimi
2541-6694 CLUB AYRSHIRE DE CHARLEVOIX	1987 12 01	667, rue St-Edouard, Saint-Urbain
2541-5472 CLUB DE BADMINTON NOTRE-DAME DE L'ÎLE PERROT	1987 12 04	21, rue de l'Église, Notre-Dame-de-l'Île-Perrot
2541-6686 CLUB DE JUDO BELOEIL	1987 12 01	112, de Rouville, Beloeil
2541-5399 CLUB DE MOTONEIGE LES SENTIERS BLANCS INC.	1987 12 01	03, route de la Rivière, Pabos
2541-5175 CLUB D'ATHLÉTISME DE VILLE ST-PASCAL INC.	1987 12 01	Saint-Pascal de Kamouraska
2541-6710 CLUB SOCIAL DU CENTRE HOSPITALIER PIERRE-BOUCHER	1987 12 01	1333, boulevard Jacques Cartier, Longueuil
2541-6744 COMITÉ D'EXPANSION ÉCONOMIQUE DE ST-LIN-LAURENTIDES INC.	1987 12 02	251, 12 ^e Avenue Laurier, Laurentides
2541-6702 CORPORATION CENTRE ALPIN - MONT ÉDOUARD - BAS-SAGUENAY	1987 12 01	260, rue St-Jean Baptiste, Anse Saint-Jean
2541-6769 CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT D'HEROUXVILLE	1987 12 03	1060, St-Pierre, Hérouxville
2541-6801 CORPORATION DE L'ANCIEN PALAIS DE JUSTICE DE KAMOURASKA INC.	1987 12 04	111, avenue Morel, Kamouraska
2541-4798 CORPORATION DES FINISSANTS EN GÉNIE PHYSIQUE DE L'UNIVERSITÉ LAVAL; ALLEMAGNE 1988	1987 12 01	Université Laval, Pavillon Vachon, bureau 1617, Sainte-Foy

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2541-2909 L'ENTRE-TOI DE LOUISEVILLE INC.	1987 12 03	Louiseville
2541-7643 ÉQUIPE DE VOLLEY-BALL TRADITIONNEL DE MONTREAL MONTREAL TRADITIONAL VOLLEY-BALL TEAM	1987 12 03	510, Cherbourg, app. 310, Longueuil
2541-7627 LA FONDATION SAINTE-DOROTHÉE INC.	1987 12 03	730, rue Lauzon, Laval
2539-3117 FONDATION ST-JOSEPH DE L'ESPÉRANCE INC.	1987 12 02	Saint-Damien
2541-5449 FOOTBALL (SOCCER) CLUB DE MONTREAL INC.	1987 12 03	4996, Place de la Savane, bureau 4, Montréal
2541-5415 KIOSQUES D'INTÉGRATION - TRAVAIL (KIT)	1987 12 01	Montréal
2541-5423 MESURES ALTERNATIVES JEUNESSE DE LAVAL	1987 12 02	249 A, des Laurentides, Laval
2541-1240 OASIS STE-ADELE INC.	1987 12 01	1997, boulevard Ste-Adèle Sainte-Adèle
2541-6785 PRODUCTIONS LES GROS BECS	1987 12 03	255, rue Daulac, Québec
2541-7601 REGROUPEMENT DES INTERVENANTES ET INTERVENANTS EN PLANIFICATION DES NAISSANCES ET SEXUALITÉ (R.I.P.S.)	1987 12 01	Montréal
2541-5183 REGROUPEMENT D'ÉDUCATION POPULAIRE D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (REPAT)	1987 12 01	20, Reilly est, Rouyn-Noranda
2541-6751 REGROUPEMENT RINGUETTE MIXTE DU QUÉBEC INC.	1987 12 02	Québec
2541-9011 SALON DU LIVRE DE TROIS-RIVIÈRES (RÉGION 04) INC.	1987 12 04	1505, rue Royale, bureau 110, Trois-Rivières
2541-6777 S.E.M.O. LAC SAINT-JEAN CHIBOUGAMAU CHAPAIS (SERVICES EXTERNES DE MAIN- D'OEUVRE)	1987 12 03	511, boulevard de l'Anse, Roberval

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2541-6736 LA TARASQUE. THÉÂTRE MUSICAL INC.	1987 12 02	824, rue Stuart, Outremont
2541-5498 LA TOURNÉE BLEUE	1987 12 04	Alma
2541-7635 TRANSPORT ADAPTÉ DE LA JACQUES-CARTIER	1987 12 03	Val-Bélair
2541-5431 XYLON QUÉBEC (CANADA) SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DES GRAVEURS SUR BOIS, SECTION CANADIENNE	1987 12 02	811 A, rue Ontario est, Montréal

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

308

Lettres patentes supplémentaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes supplémentaires à chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
2320-9661 ASSOCIATION ARTHRIQUE-ACTION DE LA MAURICIE	1985 07 03	1987 12 01	1) de la dénomination sociale: ASSOCIATION ARTHRIQUE AC- TION RÉGION 04 2) du siège social: 1011, boulevard St-Louis, Saint-Louis-de-France
2421-7374 ASSOCIATION HYPOGLYCÉMIE QUÉ- BEC INC.	1986 10 30	1987 12 02	1) des objets 2) des dispositions
1510-5091 CENTRE DE PASTORALE M.S.C.	1978 01 27	1987 12 01	de la dénomination sociale: LA CORPORATION L'ÉCLIPSE, GROUPE D'INTERVENTION EN MILIEU DE VIE
2316-2142 CENTRE DE RENCONTRE «L'ESCALE» DE JONQUIÈRE INC.	1985 04 10	1987 12 03	1) des objets 2) de la valeur des biens immobiliers

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
2160-7650 CLUB «LES PIEDS CASSÉS»	1983 10 12	1987 12 04	de la dénomination sociale: CLUB NAUTIQUE TÉMIS DE NOTRE-DAME DU NORD
1640-5441 COLLÈGE STANISLAS INCORPORÉ	1938 06 18	1987 12 03	de la valeur des biens immobiliers
2431-9535 FONDATION DE L'UNITÉ DES CHEVALIERS DE COLOMB DU DIOCÈSE DE STE-ANNE DE LA POCATIÈRE	1987 04 13	1987 12 03	1) des objets 2) des dispositions
1467-7835 LA FONDATION VILLE MARIE	1976 06 15	1987 12 02	des objets
2310-1512 FONDS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE QUÉBEC	1984 09 19	1987 12 02	de la dénomination sociale: FONDATION DE L'ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE QUÉBEC
2429-5545 MAISON DE RÉHABILITATION POUR FEMMES ALCOOLIQUES ET/OU TOXICOMANES «PAVILLON L'ESTRELLE» INC.	1987 04 16	1987 12 01	
2161-3674 RESSOURCE-LOGEMENT VILLERAY INC.	1983 10 24	1987 12 02	1) de la dénomination sociale: COMITÉ LOGEMENT DE LA PETITE PATRIE INC. 2) des objets 3) des dispositions
2421-9727 LA REVUE SÉQUENCES	1986 11 13	1987 12 01	1) des objets 2) des dispositions
1636-8573 LE TOIT DE L'AMITIÉ	1979 06 06	1987 12 04	des objets

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Compagnies (Divers) — Loi sur les

Changement de siège social (Article 87)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a changé son siège social de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouvelle adresse du siège social
1461-9613 AUTO SPORT COUTURE INC.	1975 09 16	220, boulevard du Pont, Saint-Nicolas
1237-8725 CEINTURES DE LA RUE CHELSEA LTÉE	1971 12 21	2025, 52 ^e Avenue, Lachine
1856-7834 LES CHEVALIERS DE COLOMB DE L'ASSEMBLÉE DOLLARD, NO. 1012	1982 05 08	121, 62 ^e Avenue, Saint-Eustache
1329-3618 LES DÉVELOPPEMENTS DOMICILIAIRES LTÉE	1958 08 21	Saint-Jovite
1270-0746 INDUSTRIAL KNITTING INC.	1966 12 28	5040, Hampton, Montréal

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

308

Changement du domicile légal — Établissement ou (Article 32)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a établi son domicile légal ou l'a changé de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution	Domicile légal
1846-6052 AIR C.A.L.M. INC.	1981 05 15	480, de l'Aéroparc, Lachute
1640-4261 LES ARTISANS DU TROISIÈME ÂGE DU QUÉBEC-MÉTROPOLITAIN	1979 12 17	357, rue St-Joseph est, Québec
2420-3499 ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTÉ MENTALE SECTION SAGUENAY	1986 12 10	130, rue Racine est, Chicoutimi
2413-8398 L'ASSOCIATION DES MENEUSES DE CLAQUES DE L'ÎLE-BIZARD (PANCODAS) INC.	1986 03 18	350, de l'Église, Île Bizard

Dénomination sociale	Date de constitution	Domicile légal
1175-1393 BELLERIVE & FRÈRES INC.	1969 01 14	1322, 47 ^e Rue, Shawinigan
2314-1260 LES CHAMANIER INC.	1985 02 05	3465, route rurale numéro 1, Saint-Hyacinthe
1472-5816 LES CHEVALIERS DE COLOMB DU CONSEIL DE RIGAUD NO: 2881	1953 04 22	12, de Lourdes, Rigaud
1332-0197 LE CLUB DE MOTOS-NEIGE D'AMOS INC.	1972 12 13	4810, route 395 sud, Amos
1364-2624 CLUB QUATRE PAR QUATRE LAC ST-JEAN INC.	1975 06 19	964, rang 3, Saint-Prime
1338-8897 IGITURE LIMITÉE	1973 08 29	100, Place Charles Lemoyne, Longueuil
2421-8307 JEUNE CHAMBRE ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE DE L'ESTRIE INC.	1986 11 10	57, Main ouest, Coaticook
2325-0756 MESURES DE RECHANGE JEUNESSE (BAIE-COMEAU) INC.	1985 09 13	842, Bossé, Baie-Comeau
2156-5718 LES PRODUCTIONS OMER VEILLEUX INC.	1983 08 05	3702, Ste-Famille, Montréal
1283-9783 SERVICE DE VOYAGE LTÉE	1962 06 28	2545, boulevard Cavendish, bureau 160, Montréal
2418-9722 SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE SAINT-JÉRÔME	1986 08 01	222, rue Saint-Georges, bureau 225, Saint-Jérôme
2430-7761 SOCIÉTÉ DE GESTION DES INFRASTRUCTURES DE BOËTE ET DE GLACE INC.	1987 03 12	1750, rue de Nitré, Québec
1859-1701 SOCIÉTÉ LAVALLOISE DU CINÉMA	1982 07 02	5305, Provence, Laval

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Changement du nombre d'administrateurs (Article 87)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a modifié le nombre de ses administrateurs de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouveau nombre d'administrateurs
1861-1988 L'ANALYSTE INC.	1982 09 20	10
2334-0052 LE COMITÉ RÉGIONAL D'ENTRAIDE ET DE BIENFAISANCE ST-MARTIN INC.	1986 01 22	7
2422-6268 GARDERIE ENFANTS SOLEIL INC.	1986 12 12	5

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

308

Dissolution (Article 28)

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accepté de dissoudre chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1480-3175 1480-3175 QUÉBEC INC.	1975 10 09	1987 11 30
1280-0280 LES AGENCES INTERNATIONALES JONAS LTÉE	1962 03 16	1987 11 30
1636-5801 LES AMATEURS DU CHAUFFAGE AU BOIS DE LA RIVE-SUD INC.	1979 05 29	1987 11 30
1847-5384 AQUEDUC DU MONT SUISSE INC.	1981 06 16	1987 11 30
2154-0745 CENTRE PROFESSIONNEL SEAFORTH INC.	1983 04 15	1987 11 30
1472-9974 LES CÉRAMIQUES MARBEL INC.	1977 01 07	1987 11 30
1333-3372 LA CORPORATION DE VOYAGE ZIZANIS	1973 03 01	1987 11 30

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1230-2493 DÉVELOPPEMENTS HABITAT INC.	1965 05 05	1987 11 30
1222-8714 FORGEX INC.	1972 01 05	1987 11 30
1109-4315 GRAVELL BRICK & STONE COMPANY LTD.	1955 05 04	1987 11 30
1109-8555 INDUSTRIAL FILLERS LIMITED	1927 11 23	1987 11 30
2160-8997 INVESTISSEMENTS PERMANENT INC.	1983 10 01	1987 11 30
1862-9097 JARPLAN INC.	1982 11 05	1987 11 30
1348-6303 LEMPAK INC.	1972 08 17	1987 11 30
1103-0939 LOWBY'S LIMITED	1945 10 12	1987 11 30
1477-5316 M. STABILE INC.	1977 05 11	1987 11 30
1280-1205 PLACE DU SAGUENAY INC.	1966 10 04	1987 11 30
1371-3458 LES PLACEMENTS COLLITZ LTÉE	1975 02 17	1987 11 30
1633-8667 POLYPANIER INC.	1979 02 19	1987 11 30
2161-1876 LES PROPRIÉTÉS GEDEM INC.	1983 10 14	1987 11 30
1855-4097 RÉNSPECTION INC.	1982 03 08	1987 11 30
1111-8684 ROSMOR SALES INC.	1969 08 22	1987 11 30
1502-0639 SUPERMÉDIA INC.	1976 02 10	1987 11 30
2157-3076 LE THÉÂTRE DE LA VADROUILLE INC.	1983 07 26	1987 11 30

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Dissolution — Demandes de

1847-6341 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «1847-6341 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Métabetchouan, le 10 décembre 1987

54068

Le procureur de la compagnie,
MARTIN DORÉ, notaire

2316-6606 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2316-6606 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 14 décembre 1987

54069

Pour la compagnie,
MARYSE BENNY

2328-1991 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2328-1991 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Plessisville, le 9 novembre 1987

54017

Pour la compagnie,
JEAN GOSSELIN, C.G.A.

2418-8328 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2418-8328 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur

général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 17 novembre 1987

54018

Les procureurs de la compagnie,
MARTINEAU, WALKER, avocats

2427-5265 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2427-5265 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 11 décembre 1987

54070

Les procureurs de la compagnie,
AUBUT, CHABOT, avocats

2435-9648 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2435-9648 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Édouard, le 10 décembre 1987

54019

Le comptable,
JEAN-LOUIS NADEAU

BEAUPRÉ, DÉRIGER ET ASSOCIÉS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «BEAUPRÉ, DÉRIGER ET ASSOCIÉS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 4 décembre 1987

54071

Le comptable,
RENÉ BENOIT

BOUCHERIE FRANÇAISE PLACE LAURIER INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «BOUCHERIE FRANÇAISE PLACE LAURIER INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sainte-Foy, le 23 octobre 1987

54020

Pour la compagnie,
DONATIEN JOLY

BRASSERIE LA MEUNERIE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «BRASSERIE LA MEUNERIE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sillery, le 14 décembre 1987

54072

Le président,
CHARLES BOLDUC

BUANDERIE BERGERON LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «BUANDERIE BERGERON LIMITÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 17 décembre 1987

54073

Les procureurs de la compagnie,
HART, SAINT-PIERRE &
DES MARAIS, *avocats*

CENTRE DE DÉPANNAGE DE LAVAL INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CENTRE DE DÉPANNAGE DE LAVAL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Laval, le 29 août 1987

54074

Pour la compagnie,
LIONEL THÉORET

CLINIQUE D'URGENCE ET DE MÉDECINE FAMILIALE 200 INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CLINIQUE D'URGENCE ET DE MÉDECINE FAMILIALE 200 INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 30 novembre 1987

54021

Les procureurs de la compagnie,
MARTINEAU, WALKER, *avocats*

CLUB FIXIMAGE LA TUQUE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CLUB FIXIMAGE LA TUQUE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

La Tuque, le 21 novembre 1987

54075

Le président,
JEAN-YVES CARON

CLUB MINI-AILES INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CLUB MINI-AILES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Lebel-sur-Quévillon, le 9 décembre 1987

54076

Le président,
OMER BOUCHARD

**CLUB SOCIAL DES FERBLANTIERS DU
CANADIEN NATIONAL DE
POINTE-ST-CHARLES**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CLUB SOCIAL DES FERBLANTIERS DU CANADIEN NATIONAL DE POINTE-ST-CHARLES» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 4 décembre 1987

54022

L'administrateur,
LAVAL ROULEAU

CONFECTION AJYE-VIT INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CONFECTION AJYE-VIT INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Lac-Mégantic, le 26 novembre 1987

54077

Le procureur de la compagnie,
ANDRÉ VEILLEUX, notaire

DASYLMAR INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «DASYLMAR INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Iberville, le 7 décembre 1987

54023

Le procureur de la compagnie,
GILLES LESSARD, notaire

ÉPICERIE DÉPANNEUR VICKY INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ÉPICERIE DÉPANNEUR VICKY INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 9 décembre 1987

54078

Le président,
PURSHOTTAM SHAMDASANI

GESTION ET PLACEMENT A. LEMAY LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GESTION ET PLACEMENT A. LEMAY LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Laval, le 30 novembre 1987

54024

Les procureurs de la compagnie,
TAILLEFER & THÉORËT, notaires

GUERTIN LEBLANC LEDOUX INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GUERTIN LEBLANC LEDOUX INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Repentigny, le 30 novembre 1987

54025

Le président,
PIERRE GUERTIN

JANEP LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «JANEP LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Rimouski, le 8 octobre 1987

307

Pour la compagnie,
ESTELLE S. JOUBERT

**JEUNESSE EN ACTION SOCIO-ÉCONOMIQUE
DE DRUMMOND INC.**

Québec, le 11 décembre 1987

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «JEUNESSE EN ACTION SOCIO-ÉCONOMIQUE DE DRUMMOND INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

54081

Le comptable,
CLAUDE LABROSSE

Drummondville, le 1^{er} décembre 1987

54079

La secrétaire,
LOUISE LANDRY ST-SAUVEUR

**L'ASSOCIATION DES USAGERS DU T.I.99/4A
DE MONTRÉAL**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «L'ASSOCIATION DES USAGERS DU T.I.99/4A DE MONTRÉAL» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 24 novembre 1987

54027

Le président,
LÉON SABLAUSKAS

**LA COMPAGNIE FINANCIÈRE DU GROUPE
LA LAURENTIENNE**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LA COMPAGNIE FINANCIÈRE DU GROUPE LA LAURENTIENNE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 10 décembre 1987

54026

Le secrétaire,
ME YVES LE MAY

**L'ASSOCIATION DES COPROPRIÉTAIRES DU
1650 PANAMA INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «L'ASSOCIATION DES COPROPRIÉTAIRES DU 1650 PANAMA INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Longueuil, le 8 décembre 1987

54082

Les procureurs de la compagnie,
MONTGRAIN, MCCLURE,
SAINT-GERMAIN, *avocats*

LACQUER PRODUCTS CO. LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LACQUER PRODUCTS CO. LTD.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 3 décembre 1987

54080

Les procureurs de la compagnie,
GROSS, PINSKY, *avocats*

**LERONDA INVESTMENTS LTD.
LES INVESTISSEMENTS LERONDA LTÉE**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LERONDA INVESTMENTS LTD.—LES INVESTISSEMENTS LERONDA LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 10 décembre 1987

54028

Les procureurs de la compagnie,
PHILLIPS & VINEBERG, *avocats*

LA POISSONNERIE MARCETTE LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LA POISSONNERIE MARCETTE LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

LES ENTREPRISES BERNARD BLAIS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES ENTREPRISES BERNARD BLAIS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 1^{er} décembre 1987

54083

Le président,
BERNARD BLAIS

LES IMMEUBLES M.V. INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES IMMEUBLES M.V. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Jérôme, le 16 novembre 1987

54030

Pour la compagnie,
VINCENZO MARZANO

LES GESTIONS CLAUJAC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES GESTIONS CLAUJAC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Rémi, le 3 décembre 1987

54029

L'administrateur,
CLAUDE LÉTOURNEAU

**LES PLACEMENTS P.A.N.S. LTÉE
P.A.N.S. INVESTMENTS LTD.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES PLACEMENTS P.A.N.S. LTÉE—P.A.N.S. INVESTMENTS LTD.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 27 novembre 1987

54086

Les procureurs de la compagnie,
GROSS, PINSKY & ASSOCIÉS, *avocats*

LES GESTIONS HUGUETTE M. RENAUD INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES GESTIONS HUGUETTE M. RENAUD INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Cap-Rouge, le 3 décembre 1987

54084

Pour la compagnie,
HUGUETTE M. RENAUD

LES SERVICES FINANCIERS MIRABEL LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES SERVICES FINANCIERS MIRABEL LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Eustache, le 27 novembre 1987

54031

Les procureurs de la compagnie,
BELISLE, BINETTE & CHAUVETTE, *notaires*

LES GESTIONS PAUL RENAUD INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES GESTIONS PAUL RENAUD INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Cap-Rouge, le 3 décembre 1987

54085

Pour la compagnie,
PAUL RENAUD

MANVILLE INDUSTRIES INCORPORATED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «MANVILLE INDUSTRIES INCORPORATED» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 7 décembre 1987

54032

Les procureurs de la compagnie,
SCHLESINGER & SCHLESINGER, *avocats*

MÉCANO-BAL 84

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «MÉCANO-BAL 84» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sherbrooke, le 20 décembre 1987

54087

Le secrétaire-trésorier,
ALAIN JANELLE

SALAISSON ROXBORO INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SALAISSON ROXBORO INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 1^{er} décembre 1987

54090

Pour la compagnie,
LUCIEN ROUSSEL

PROFORTECH INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PROFORTECH INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Ancienne-Lorette, le 19 octobre 1987

54088

Le président,
C. FOURNEL,

SOCIÉTÉ D'OPTIQUE VERSAILLES INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SOCIÉTÉ D'OPTIQUE VERSAILLES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Laval, le 1^{er} décembre 1987

54091

Les comptables agréés,
LEVERT, LAROSE, O'GLEMAN,
LEFEBVRE

RAY LITHO INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «RAY LITHO INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 1^{er} décembre 1987

54033

Le secrétaire,
DENIS CREVIER

TOURNOI DE BALLE DES C.S.S. RÉGION 04

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «TOURNOI DE BALLE DES C.S.S. RÉGION 04» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Trois-Rivières, le 8 décembre 1987

54034

Le procureur de la compagnie,
NATHALIE JOMPHE, *avocate*

RÉNOVATION MÉDIC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «RÉNOVATION MÉDIC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 25 novembre 1987

54089

Les procureurs de la compagnie,
SAINT-AMOUR & PAUZÉ, *avocats*

Lettres patentes - Correction des (Article 12)

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a autorisé la correction des lettres patentes constituant en corporation:

Dénomination sociale	Date des lettres patentes	Date de correction	Modification
2538-3373 ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS LATINO-AMÉRICAINS DU QUÉBEC (A.P.L.A.Q.) INC.	1987 08 24	1987 12 01	de la dénomination sociale: ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS LATINO-AMÉRICAINS DU QUÉBEC (A.P.L.A.Q.) INC.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

308

Lettres patentes supplémentaires - Correction des (Article 12)

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a autorisé la correction des lettres patentes supplémentaires émises à la date indiquée ci-dessous à la corporation suivante:

Dénomination sociale	Date des lettres patentes supplémentaires	Date de correction	Modification
1840-1190 LA CLÉ SUR LA PORTE, MAISON D'HÉBERGEMENT POUR FEMME VICTIMES DE VIOLENCE ET LEURS ENFANTS INC.	1987 09 25	1987 12 01	de la dénomination sociale: LA CLÉ SUR LA PORTE, MAISON D'HÉBERGEMENT POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE ET LEURS ENFANTS INC.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

308

Compagnies étrangères — Loi sur les

Changements

Les compagnies étrangères ci-dessous mentionnées donnent avis des changements suivants:

Nom de la compagnie	Date des changements	Changements
1629-0900 DET NORSKE VERITAS	1987 11 18	de l'agent principal et son adresse à: S. John Gorman, 183, Place Frontenac, Pointe Claire de la principale place d'affaires à: 183, Place Frontenac, Pointe Claire
2341-7744 LES ENTREPRISES D'EXPLORATION NEW GOLDCORE LTÉE	1987 10 30	de l'agent principal et son adresse à: John W. Kentish, 800, boulevard Dorchester ouest, bureau 1100, Mont- réal de la principale place d'affaires à: 800, boulevard Dorchester ouest, bureau 1100, Montréal
2402-2402 G.L. DUNPHY & FILS INC.	1987 11 01	de l'adresse de l'agent principal à: 1085, avenue de la Tour, Québec de la principale place d'affaires à: 1085, avenue de la Tour, Québec
2341-3248 RESSOURCES AMBERQUEST LTÉE	1987 10 30	de l'agent principal et son adresse à: John W. Kentish, 800, boulevard Dorchester ouest, bureau 1100, Mont- réal de la principale place d'affaires à: 800, boulevard Dorchester ouest, bureau 1100, Montréal
1309-2499 LES NOUVELLES INDUSTRIES FLYER LIMITÉE	1987 11 05	de la principale place d'affaires à: 1170, rue Peel, 5e étage, Montréal
1847-6739 SERVICE EMBALLAGE CIE LTÉE	1987 11 04	M. Ross T. Clarkson, 1170, rue Peel, 5e étage, Montréal de la principale place d'affaires à: 1170, rue Peel, 5e étage, Montréal
2582-9557 LES SERVICES FINANCIERS PEMBERTON INC.	1987 11 03	M. Denis Arcand, 1, Place Ville Marie, 21e étage, Montréal de la principale place d'affaires à: 1, Place Ville Marie, 21e étage, Montréal

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Permis de faire affaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a émis un nouveau permis autorisant la corporation suivante à faire affaires au Québec:

*Nom de la compagnie ou sa version
**Nom d'emprunt

Date du
permis

2442-9466 **
LES PRODUITS DOMINION PAPERBOARD LTÉE 1987 11 30

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

308

Permis de faire affaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé un permis de faire affaires aux corporations suivantes:

*Nom de la compagnie
**Nom d'emprunt

Date du
permis

Nom et adresse
de l'agent principal

Adresse du
bureau principal

2596-6524 **
CARL ZEISS OPTIQUE, INC. 1987 12 01 Me Claire Richer,
1, Place Ville Marie, bureau
3900,
Montréal Montréal

2606-8478 **
COUTEAUX MICHIGAN DU CANADA
LTÉE 1987 11 30 M. Gérald Dionne,
6770, 31e Avenue,
Laval 3055, rue Peugot,
Laval

2601-4241 **
DUNN, COLLINGWOOD & CIE LTÉE 1987 12 02 M. James Collingwood
Rowlandson,
12, avenue Claremont,
Pointe-Claire 19, avenue Donegani, bureau
307,
Pointe-Claire

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

308

Compagnies minières — Loi sur les**Avis divers****JILBEY INDUSTRIES LTD.***Autorisation en vertu de la section VI*

La compagnie JILBEY INDUSTRIES LTD. a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, au Québec, ses actions, stocks, certificats d'actions, obligations et autres valeurs.

Le bureau principal au Québec est au 2020, rue University, bureau 1327, Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle est Me Michel Blouin, 2020, rue University, bureau 1327, Montréal.

Le 7 décembre 1987

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2495-8886

308

MASTER RESOURCES & DEVELOPMENTS LTD.*Autorisation en vertu de la section VI*

La compagnie MASTER RESOURCES & DEVELOPMENTS LTD. a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, au Québec, ses actions, stocks, certificats d'actions, obligations et autres valeurs.

Le bureau principal au Québec est au 1, place Ville-Marie, 40^e étage, Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle est Me Terence P. Badour, 1 place Ville-Marie, 40^e étage, Montréal.

Le 7 décembre 1987

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2603-6079

308

Déclarations des compagnies et sociétés — Loi sur les**Formation**

Le notaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE HÔTEL PANORAMA PANORAMA HOTEL AND COMPANY LTD.	1987 12 09	170, rue Champlain, Bromont, QC. JOE ILO

*Le notaire
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Bedford,*
DIANE G. MESSIER

309

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PLACE CWNREW-VILLE D'AMOS (1987)	1987 12 01	8000, boul. Langelier, 2 ^e étage, St-Léonard, QC, H1P 3K2

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire d'Abitibi,*
PAULINE ARCHAMBAULT

309

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ARNOLD ENR.	1987 12 01	4839, rue Laval, Lac-Mégantic, QC, G6B 1C9

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Mégantic,*
LUCILLE B. MERCIER

309

Inspecteur général des institutions financières

Assurances — Loi sur les

Assurances générales des Caisses Desjardins Inc.

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32) et de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), il a accordé des lettres patentes, en date du 3 décembre 1987, constituant en corporation MM. Roger Desrosiers, comptable agréé, 610, des Ardennes, Rimouski; John Harbour, comptable agréé, 1580, boulevard Saint-Cyrille Ouest, Québec; Claude Lépine, di-

recteur, 47, du Collège, Saint-Jacques-de-Montcalm; Camille Montpetit, directeur, 8240, 3^e Avenue, Saint-François-de-Sales; Welley Vézina, retraité, 124, boulevard des Français, Montmorency; Pierre Bornais, avocat, 75, rue Saint-Gilbert, Lauzon; Jean Landry, comptable agréé, 4923b, des Bocages, Saint-Augustin, sous la dénomination sociale « Assurances générales des Caisses Desjardins Inc. ».

Le siège social de la compagnie est situé au 100, route Transcanadienne Est, Lévis, district judiciaire de Québec.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2539-6763

308

La Compagnie d'assurance-vie Federated du Canada (dénomination française utilisée par Federated Life Insurance Company of Canada)
Délivrance de permis

Avis est donné, par les présentes, que « La Compagnie d'assurance-vie Federated du Canada », a obtenu un permis d'assureur l'autorisant à pratiquer au Québec les catégories d'assurance suivantes:

Sur la vie;

Contre la maladie ou les accidents.

L'assureur a été relevé de son obligation de fournir un cautionnement en vertu de l'article 230 de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32).

Le représentant principal au Québec est M. Gaston Boulanger dont l'établissement d'affaires au Québec est situé au 2525, Daniel-Johnson, bureau 390, Laval, QC, H7T 1S9.

Le siège social de la compagnie est situé au 717, Portage Avenue, Winnipeg, Manitoba, R3C 3C9.

Québec, le 9 décembre 1987

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

308

Liquidation des compagnies — Loi sur la

St-Laurent-Bibeau (1980) Inc.

L'inspecteur général des institutions financières donne avis que lors d'une assemblée des actionnaires de la compagnie St-Laurent-Bibeau (1980) Inc., tenue à Montréal le 4 juillet 1986, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute en vertu des dispositions de la partie 1A de la Loi sur les compagnies et de la Loi sur la liquidation des compagnies, et que M. Ronald Boisvert, de Samson, Bélair & Ass., a été nommé liquidateur.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
 1864-6927

54035

Ministères — Avis concernant les

Énergie et Ressources

Arrêtés ministériels

CONCERNANT l'interdiction d'aliéner entre vifs les lots visés au présent arrêté pour la période fixée

ATTENDU QUE, selon l'article dix (10) de la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., c. R-3.1), le ministre de l'Énergie et des Ressources prépare un plan de rénovation cadastrale concernant les lots 997, 998, 1114 à 1125, 1153 à 1156, 1165, 1166, 1184 à 1189, 1205 à 1211, 1233, 1234, 1241 à 1248, 1261, 1262, 1269 à 1274 et leurs subdivisions respectives du cadastre de la paroisse de Lachine situé dans la division d'enregistrement de Montréal.

ATTENDU QUE, selon l'article quinze (15) de cette loi, le ministre doit fixer, par arrêté, une période ne devant pas excéder quinze (15) jours pendant laquelle toute aliénation entre vifs d'un lot visé par l'arrêté est interdite.

ATTENDU QUE, selon l'article dix-huit (18) de cette loi, le registraire ne peut, pendant cette période d'interdiction, accepter pour enregistrement un acte comportant l'aliénation entre vifs d'un lot visé par l'arrêté.

ATTENDU QUE, selon l'article dix-huit (18) de cette loi, le ministre ne peut, pendant cette période, accepter le dépôt d'un plan modifiant un lot visé par l'arrêté.

ATTENDU QUE, l'interdiction sera levée, même avant l'expiration de cette période, dès que le plan de rénovation aura été déposé au bureau de la division d'enregistrement.

EN CONSÉQUENCE, conformément à l'article quinze (15) de la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., c. R-3.1), nous émettons cet arrêté:

La période d'interdiction fixée par le présent arrêté débutera, le 15 février 1988, et se terminera, le 29 février 1988, ou dès le dépôt du plan de rénovation s'il survient avant l'expiration de cette période.

Le territoire visé par l'interdiction comprend les lots 997, 998, 1114 à 1125, 1153 à 1156, 1165, 1166, 1184 à 1189, 1205 à 1211, 1233, 1234, 1241 à 1248, 1261, 1262, 1269 à 1274 et leurs subdivisions respectives du

cadastre de la paroisse de Lachine situé dans la division d'enregistrement de Montréal.

Québec, le 2 décembre 1987

Dossier: 001413

311 *Le ministre de l'Énergie et des Ressources,*
JOHN CIACCIA

Mise en marché des produits agricoles — Loi sur la

Association des transporteurs de lait du Québec

Veillez prendre note que la Régie des marchés agricoles du Québec a rendu sa décision no 4589, le 22 octobre 1987, adoptant l'ordonnance dont le texte suit, selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles.

Le secrétaire,
ME CLAUDE RÉGNIER

Ordonnance sur l'accréditation de l'Association des transporteurs de lait du Québec

1. La Régie des marchés agricoles du Québec accrédite l'Association des transporteurs de lait du Québec pour

représenter, dans le cadre de la section VIII de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35), tous les voituriers détenteurs de permis d'entreprise de transport ou de transporteurs à forfait, sauf ceux indiqués à l'article 2.

2. L'Association ne représente pas en vertu de cette accréditation le Syndicat des producteurs de lait de Québec (U.P.A.) ni les coopératives ou leurs filiales entreprises laitières qui détiennent un permis d'entreprise de transport et effectuent elles-mêmes le transport du lait avec leurs employés.

3. Cette accréditation est accordée dans le cadre et pour les fins de l'exécution de l'entente du 8 juin 1987 intervenue entre l'Association, la Fédération des producteurs de lait du Québec, la Coopérative fédérée de Québec et le Syndicat des producteurs de lait de Québec, aux fins des négociations concernant le transport du lait, ces négociations devant se faire seulement de concert avec toutes les parties précitées (ou ces dernières dûment convoquées) afin d'en arriver à une entente unique signée par toutes les parties ou, à défaut, à l'obtention d'une sentence arbitrale en tenant lieu.

4. La présente ordonnance entre en vigueur lors de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

54065

Pouvoirs spéciaux des corporations — Loi sur les

Changement de dénomination sociale (Article 5)

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a approuvé les règlements de changement de dénomination sociale de la corporation suivante:

Ancienne dénomination sociale et sa version	Nouvelle dénomination sociale et sa version	Date de constitution
1292-1268 CROIX BLEUE VIE DU QUÉBEC INC.	CANASSURANCE COMPAGNIE D'ASSURANCE VIE INC. CANASSURANCE LIFE INSURANCE COMPANY INC.	1959 02 11

Projet de loi d'intérêt privé — Avis de présentation d'un

Coopérative Forestière du Nord-Ouest et Fédération des Chantiers Coopératifs de l'Ouest Québécois

Avis est donné que suite à la fusion entre la Coopérative de Travail de Taschereau et la Coopérative Forestière du Nord-Ouest; la Fédération des Chantiers Coopératifs de l'Ouest Québécois ne compte plus qu'un seul membre, soit la Coopérative Forestière du Nord-Ouest.

De ce fait, la Coopérative Forestière du Nord-Ouest et la Fédération des Chantiers Coopératifs de l'Ouest

Québécois présentent au Parlement, à la session du printemps 1988, un projet de loi d'intérêt privé, lequel prévoit la fusion par absorption de la Fédération des Chantiers Coopératifs de l'Ouest Québécois par la Coopérative Forestière du Nord-Ouest.

La Coopérative issue de la fusion par absorption portera le nom de Coopérative Forestière du Nord-Ouest.

Toute personne, ayant des motifs à intervenir sur ce projet de loi d'intérêt privé, devra en informer le directeur de la législation à l'adresse suivante: Direction de la législation, édifice André-Laurendeau, 1050, rue Saint-Augustin, rez-de-chaussée, Québec, QC, G1R 5A4.

Les procureurs autorisés,
54093 GAGNON, AYOTTE, MARTINEAU, MCGUIRE

Renseignements sur les compagnies — Loi concernant les

Reprise d'existence — Avis de

L'inspecteur général des institutions financières, en vertu des pouvoirs délégués par le ministre des Finances, donne avis qu'il a délivré un certificat de reprise d'existence à chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de délivrance du certificat	Dispositions particulières
1467-3123 CENTRE MIEUX-VIVRE WATOPEKA INC.	1987 11 30	Aucune
1268-2522 CLUB OPTIMISTE SAINT-JEAN INC.	1987 11 30	Aucune
1465-4198 CLUB SOCIAL MIGNANO DI MONTE LUNGO	1987 11 30	Aucune
1278-3130 QUICK O WASH INC.	1987 11 30	La dénomination sociale de la corporation est changée en celle de: BUANDRETTE RAPIDE INC. QUICK-O-WASH INC.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Services de santé et les services sociaux — Loi sur les

CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES LA VALLÉE DES PATRIOTES

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5), il a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 novembre 1987, à la corporation CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES LA VALLÉE DES PATRIOTES, modifiant les lettres patentes.

L'inspecteur général des institutions financières,

JEAN-MARIE BOUCHARD
2171-8382

308

Syndicats professionnels — Loi sur les

SYNDICAT DU PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT DES HAUTES-RIVIÈRES (SPEHR)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels, l'inspecteur général des institutions financières a, en date du 7 décembre 1987, autorisé SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DE L'ENSEIGNEMENT HENRI-BOURASSA à changer son nom en celui de « SYNDICAT DU PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT DES HAUTES-RIVIÈRES (SPEHR) ».

Donné chez l'inspecteur général des institutions financières, le 9 décembre 1987.

L'inspecteur général des institutions financières,

JEAN-MARIE BOUCHARD
1472-8521

308

Ventes par shérif

AVIS PUBLIC est, par la présente, donné que les terres et héritages sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs mentionnés plus bas.

Iberville

Bref de saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District d'Iberville
Nos 755-05-000125-813
755-18-000006-875

CAISSE POPULAIRE DE LACADIE, partie demanderesse, contre ROGER DELAND et ROGER DELAND INC., 412, rue Vaudreuil, Saint-Jean, QC, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Saint-Jean, 320, boulevard Séminaire, Saint-Jean, QC, mis en cause.

1. 161-(104), cadastre officiel, paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie (enclavé).

2. Un emplacement composé d'une partie du lot originare cent soixante-deux (ptie 162), borné vers le nord par partie du lot 162-2, au sud-est par le lot 162-71, au sud-ouest par le lot 162-4, mesurant 56,31 mètres dans sa ligne nord, 26,79 mètres dans sa ligne sud-est et 49,53 mètres dans sa ligne sud-ouest (enclavé), paroisse Sainte-Marguerite-de-Blairfindie.

3. Un emplacement composé d'une partie du lot originare cent soixante-deux, borné au nord par partie du lot 162A, à l'est par le lot 162-7, vers le sud par le lot 162-43 et vers l'ouest par le lot 162-28, mesurant 33,53 mètres dans ses lignes nord et sud, 21,79 mètres dans sa ligne est, 21,76 mètres dans sa ligne ouest, 21,76 mètres dans la ligne ouest (enclavé), paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie.

4. 161-125, cadastre officiel, paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie (enclavé).

5. 161-126, cadastre officiel, paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie (enclavé).

Évaluation municipale: bloc no 1 (lot 161-104 et lot ptie 162) 7 150,00 \$.

Évaluation municipale: bloc no 2 (lot ptie 162, lot 161-175, lot 161-125) 4 350,00 \$.

Le montant minimum que l'adjudicataire devra verser audit shérif, en argent ou par chèque visé, au moment

de l'adjudication, est fixé à 25 % de l'évaluation, soit bloc no 1: 2 323,75 \$; soit bloc no 2: 1 413,75 \$, compte tenu du facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendus en 2 blocs au bureau d'enregistrement de Saint-Jean, 320, boulevard Séminaire, Saint-Jean, QC, le VINGT-SIXIÈME jour de JANVIER 1988 à ONZE heures.

Le shérif,

M. ANDRÉ BEAUCHAMP

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jean-sur-Richelieu, le 9 décembre 1987 54059

Bref de saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Montréal
Nos 500-02-037044-851
755-18-000015-876

LES IMMEUBLES DU CARREFOUR RICHELIEU
LTÉE, 2020, rue University, local 1700, Montréal, QC, partie demanderesse, contre DAME GISÈLE MALTAIS et PAUL OUELLETTE, 181, rue Bertrand, L'Acadie, QC, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Saint-Jean, 320, boulevard Séminaire, Saint-Jean-sur-Richelieu, QC.

« Un emplacement situé à L'Acadie et connu comme étant le lot numéro dix-neuf, de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent trente-cinq (135-19) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie; avec la maison y érigée portant le numéro 181, rue Bertrand, L'Acadie. »

Évaluation municipale: 170 750,00 \$:

Le montant minimum que l'adjudicataire devra verser audit shérif, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication, est fixé à 25 % de l'évaluation, soit 45 248,75 \$, compte tenu du facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Saint-Jean, 320, boulevard Séminaire, Saint-Jean, QC, le

VINGT-SIXIÈME jour de JANVIER 1988 à DIX heures TRENTE.

Le shérif,

M. ANDRÉ BEAUCHAMP

Bureau du shérif
Cour provinciale
Saint-Jean-sur-Richelieu, le 9 décembre 1987 54060

Québec

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-001895-874
S. 200-18-000145-878

LES IMMEUBLES MARCEL MALLANDAIN INC. et **LES IMMEUBLES MAGIC INC.**, faisant affaires sous les nom et raison sociale de **LES IMMEUBLES DE GRAND-PRÉ ENR.**, 124, place Éric, Charlesbourg, QC, demanderesse, contre **ROBERT BOISSONNEAUX**, courtier, domicilié et résidant au 8165, Trait-Carré Ouest, Charlesbourg, QC, défendeur.

« Un emplacement connu et désigné comme étant le lot originaire numéro deux mille sept cent soixante-quatre (2764) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le quartier Saint-Louis, ville de Québec, division d'enregistrement de Québec; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et notamment l'immeuble portant les adresses d'immeuble 12½, 13 et 15, Saint-Ursule, Québec. »

La mise à prix est fixée à quinze mille neuf cent cinquante-six dollars et vingt-cinq cents (15 956,25 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, Québec, le VINGT-HUITIÈME jour de JANVIER 1988 à DIX heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 26 décembre 1987

54066

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
Cour fédérale: ITA-3257-87
S. 200-18-000144-871

REVENU CANADA IMPÔT, demanderesse, contre
LES ENTREPRISES RAYONS SOLAIRES INC.,
5555, 3^e Avenue Ouest, Charlesbourg, province de
Québec, défenderesse.

« Un immeuble connu et désigné comme étant formé des lots suivants, à savoir:

1. a) un emplacement connu et désigné comme étant formé d'une partie du lot originaire deux cent six (206 ptie) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, division d'enregistrement du Québec; borné vers le nord et vers l'ouest par l'emplacement, dont M. Jacques Morgan est propriétaire ou représentants, vers l'est par l'emplacement, dont M. Georges Langevin est propriétaire ou représentants, et vers le sud par le chemin public, mesurant deux cents pieds de largeur (200 pi) à partir de l'emplacement, dont M. Georges Langevin ou représentants est propriétaire, par deux cents pieds (200 pi) de profondeur;

b) un autre emplacement faisant également partie du lot originaire deux cent six (206 ptie) du cadastre susdit; borné en front par le chemin public, en profondeur par la propriété de M. James Morgan ou représentants, d'un côté, vers l'ouest, par l'emplacement, dont M. John Simoneau est propriétaire, et de l'autre côté, vers l'est, par une lisière de terrain faisant partie du même lot de vingt-cinq pieds (25 pi) devant servir de chemin de sortie, mesurant cent cinquante pieds (150 pi) de largeur sur le chemin public à partir de l'emplacement, dont M. John Simoneau ou représentants est propriétaire, en se rendant jusqu'à environ vingt-cinq (25 pi) pieds de l'emplacement, dont M. Roland Chouinard ou représentants est propriétaire;

2. a) un autre emplacement formé d'une partie du lot originaire deux cent six (206 ptie) du cadastre susdit; borné vers le nord par l'emplacement de Carof Limitée ou représentants, vers le sud par l'emplacement de M. James Morgan ou représentants, vers l'ouest par l'emplacement de M. Georges Langevin ou représentants et vers l'est par le terrain ci-après décrit au paragraphe 2.b, mesurant cent cinquante pieds (150 pi) de largeur, et cent cinquante pieds (150 pi) de profondeur, avec droit de passage sur une lisière de terrain de douze pieds (12 pi) de largeur pour se rendre de l'emplacement ci-dessus décrit au chemin, dont se sert M. Raymond Drolet ou représentants pour se rendre au chemin public, lequel chemin devait être entretenu par le présent emprunteur pour la partie de son emplace-

ment jusqu'à la propriété de M. Raymond Drolet ou représentants;

b) un emplacement formé également d'une partie du lot originaire deux cent six (206 ptie) du cadastre susdit; borné vers le nord par Carof Limitée, vers l'est et vers le sud par la propriété de M. James Morgan ou représentants et vers l'ouest par le terrain ci-dessus décrit au paragraphe 2.a, mesurant cent cinquante pieds (150 pi) de front par cent cinquante pieds (150 pi) de profondeur;

3.a) un autre emplacement connu et désigné comme étant formé d'une partie du lot originaire deux cent six (206 ptie) du cadastre susdit; mesurant toute la superficie totale comprise entre les points A.B.C. et D., tel qu'il appert à un plan annexé à l'acte de vente par Carof Limitée à M. Raymond Bonneau ou représentants, dont copie a été enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Québec sous le numéro 628001, ledit plan ayant été préparé par M. J.T. Bellemare, arpenteur-géomètre, le 30 avril 1968;

b) un emplacement connu et désigné comme étant formé de la subdivision treize du lot originaire deux cent six (206-13) du cadastre susdit; avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et portant le numéro d'immeuble 264, chemin des Lacs, Lac-Beauport;

À distraire toutefois des emplacements ci-dessus désignés: un immeuble étant une parcelle de terrain de figure irrégulière, connu et désigné comme étant une partie non subdivisée du lot originaire deux cent six (206 ptie n.s.), aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, rang IV, division d'enregistrement de Québec; mesurant dans sa ligne est cent quarante-trois pieds (143 pi) et deux cent seize pieds (216 pi) le long d'un arc de cercle, dans sa ligne sud-ouest vingt-six pieds (26 pi), dans sa ligne ouest trois cent cinquante pieds (350 pi), dans sa ligne nord-est quinze pieds (15 pi); borné vers l'est par une autre partie dudit lot 206, propriété de Centre d'Animation la Cheminée ou représentants, au sud-ouest par le lot 207, propriété de dame Lona Langevin Nadeau ou représentants, à l'ouest par le chemin actuel du lac Bleu, au nord-est par le lot 206-12 (rue), propriété de dame Béatrice Gravel Morgan ou représentants; contenant en superficie quatre mille dix pieds carrés (4 010 pi²), mesures anglaises »

La mise à prix est fixée à treize mille sept cents dollars et soixante cents (13 700,60 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en

argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, Québec, le VINGT-HUITIÈME jour de JANVIER 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 26 décembre 1987

54067

Terrebonne

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Montréal
No 500-02-052658-833

BANQUE DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 129, rue Saint-Jacques, Montréal, QC, partie demanderesse, contre JAMES MC HAFFIE, résidant et domicilié à route rurale 1, municipalité de Weir, Arundel, district de Terrebonne, QC, partie défenderesse.

« a) Une étendue de terrain constituée par toute la partie du lot numéro neuf (ptie 9), rang Quatre (IV), canton d'Arundel, située sur les côtés sud-ouest, ouest et nord-ouest du ruisseau Bark (Bark Creek), le tout figurant sur le cadastre dudit canton. Ce terrain est borné au nord par la ligne de division entre les rangs Quatre et Cinq, au nord-est, à l'est et au sud-est par ledit ruisseau et à l'ouest par la partie du lot numéro dix, rang Quatre, canton d'Arundel, décrite ci-après;

b) une étendue de terrain constituée par toute la partie nord du lot numéro dix (ptie 10), rang Quatre (IV), canton d'Arundel, située sur les côtés nord et nord-ouest du ruisseau Bark, le tout figurant sur le cadastre dudit canton. Ce terrain est borné au nord par la ligne de division entre les rangs Quatre et Cinq, à l'est par la partie du lot numéro neuf, rang Quatre, décrite ci-dessus, au sud et au sud-est par ledit ruisseau et à l'ouest par le lot numéro onze, rang Quatre; à retrancher, le coin nord-ouest et une autre partie de ladite partie nord du lot numéro dix, vendus à l'origine par James Cooke à Leslie J. Cooke, en vertu de l'acte enregistré sous le numéro 44721, et appartenant maintenant à Pierre Henri Schwartz;

c) une étendue de terrain de configuration triangulaire faisant partie du lot numéro 10 (ptie 10), rang Cinq (V), canton d'Arundel, et figurant sur le cadastre d'A-

rundel; cette étendue de terrain à soixante-quatorze pieds (74 pi) sur sa limite sud, cent treize pieds (113 pi) sur sa limite nord-ouest et quatre-vingt-six pieds (86 pi) sur sa limite nord-est. Elle est bornée au sud par la partie du lot numéro dix, rang Quatre, décrite ci-dessus, au nord-ouest par le chemin public allant d'Arundel à Barkmere et au nord-est par une autre partie du même lot numéro dix, appartenant à Robert James Bates ou à ses représentants; ce dernier fonds de terrain est grevé d'un droit de passage établi au profit du reste du lot numéro dix, rang Cinq, ainsi que du lot numéro huit « c » et de la partie sud du lot numéro neuf, du rang Cinq également, tel qu'il est réservé dans l'acte enregistré sous le numéro 68150.

Avec tous les bâtiments qui s'y trouvent; le tout en l'état où il se trouve actuellement, l'acquéreur déclarant le connaître et en être satisfait. »

La mise à prix est fixée à 1 261,75 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement de la division d'Argenteuil, situé au 505, rue Béthanie, Lachute, QC, le DOUZIÈME jour de FÉVRIER 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 4 décembre 1987

54061

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Terrebonne
No 700-05-000530-877

RÉAL LAPIERRE, 927, 19^e Avenue, Saint-Antoine-des-Laurentides, QC, partie demanderesse, contre LYSE GRATTON CYR, 1190, 21^e Avenue, Saint-Antoine-des-Laurentides, QC, partie défenderesse.

« Un immeuble situé en la municipalité de Saint-Antoine, connu et désigné comme étant la subdivision numéro deux cent quatre-vingt-onze du lot originaire numéro cent vingt (lot no 120-291) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérôme, division d'enregistrement de Terrebonne. »

La mise à prix est fixée à vingt mille trois cent trente-neuf dollars et vingt-cinq cents (20 339,25 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, 85, rue de Martigny Ouest, bureau 4.03, Saint-Jérôme, QC, le VINGT-NEUVIÈME jour de JANVIER 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 9 décembre 1987

54094

Ventes pour taxes, avis de publication

Ville de Jonquière

Avis public est, par les présentes, donné par le sousigné, assistant-greffier de la ville de Jonquière, que certains immeubles seront vendus à l'enchère publique en la salle des délibérations de l'hôtel de ville, 2890, place Davis, Jonquière, le 13 janvier 1988 à dix heures (10 h 00), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, intérêts et frais subséquents encourus ou à encourir à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente. L'avis requis par la loi est publié aux éditions des 1^{er} et 8 décembre 1987 du journal « Le Réveil », de Jonquière.

Jonquière, le 1^{er} décembre 1987

54057

L'assistant-greffier,
PIERRE BRASSARD

Erratum

LE GROUPE BCP (1987) LTÉE

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il corrige l'erratum paru à la *Gazette officielle du Québec*, le 1987 11 28, à la page 5811, du numéro 48, relativement à « LE GROUPE BCP (1987) LTÉE », de façon à ce que la nouvelle dénomination sociale se lise: LE GROUPE BCP (1987) LTÉE.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2312-2286

308

Ministères — Avis concernant les

Affaires municipales

Divers

[L.S.] J. GILLES LAMONTAGNE
Gouvernement
du Québec

Municipalité d'Yamachiche (Lettres patentes)

CONCERNANT la fusion du village d'Yamachiche et de la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche

ATTENDU QU'en vertu de l'article 14 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités (L.R.Q., c. R-19), le gouvernement peut décréter la délivrance de lettres patentes fusionnant des municipalités;

ATTENDU QUE chacun des Conseils municipaux du village d'Yamachiche et de la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche a adopté un règlement autorisant la présentation d'une requête conjointe au gouvernement le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant ces municipalités et créant une nouvelle municipalité;

ATTENDU QU'un exemplaire de la requête conjointe a été transmis au ministre des Affaires municipales et à la Commission municipale du Québec;

ATTENDU QU'aucune demande d'enquête n'a été faite à la Commission municipale du Québec et que cette dernière n'a pas tenu d'audition publique;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite à la requête conjointe;

ATTENDU QUE la Commission de toponymie a émis un avis favorable;

EN CONSÉQUENCE, conformément à la proposition du ministre des Affaires municipales adoptée, le 16 décembre 1987, par le décret du Gouvernement du Québec numéro 1903-87, il est déclaré et ordonné:

QUE le village d'Yamachiche et la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche soient fusionnés et que soit créée une nouvelle municipalité sous le nom de « Municipalité d'Yamachiche », aux conditions mentionnées dans la requête conjointe.

Ces conditions sont les suivantes:

1. Le nom de la nouvelle municipalité est « Municipalité d'Yamachiche ».

2. Le territoire de la nouvelle municipalité est celui qu'a décrit officiellement le ministère de l'Énergie et des Ressources, le 27 octobre 1987; cette description apparaît comme annexe A au décret portant le numéro 1903-87, du 16 décembre 1987.

3. La nouvelle municipalité est régie par le Code municipal.

4. Jusqu'à la première élection générale, le Conseil provisoire est composé de tous les membres des deux Conseils existant au moment du regroupement. Le quorum y est de huit membres. Les deux maires alternent à chaque séance du Conseil comme maire du Conseil provisoire durant toute la période qui couvre le temps séparant la première assemblée et la date de la première élection générale. Le premier à exercer ce rôle sera le maire de l'ancienne municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche.

5. La première séance du Conseil provisoire sera tenue le deuxième lundi juridique suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes; elle aura lieu à 20 heures, à la salle du Conseil située sur le territoire de l'ancien village d'Yamachiche.

6. La première élection générale aura lieu le premier dimanche du troisième mois suivant le mois de l'entrée en vigueur des lettres patentes. Le Conseil sera composé du maire et de six conseillers. Les sièges des conseillers seront numérotés de un à six à compter de la première élection générale. L'élection régulière subséquente pour le remplacement de trois conseillers aura lieu le premier dimanche de novembre 1989. Les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 868 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (1987, c. 57) s'appliquent en les adaptant à la nouvelle municipalité.

7. Pour la première élection générale et pour les deux élections régulières suivantes, seules peuvent être candidates aux sièges 1, 2 et 3 les personnes qui le seraient en vertu de la loi, si cette élection était une élection des membres du Conseil de l'ancienne municipalité du village d'Yamachiche, et seules peuvent être éligibles aux sièges numéros 4, 5 et 6 les personnes qui le seraient en vertu de la loi, si cette élection était une élection des membres du Conseil de l'ancienne municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche.

8. Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôles de perception et autres actes de chacune des municipalités requérantes demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits, jusqu'à ce qu'il soient amendés, annulés ou abrogés par la nouvelle municipalité.

9. Jusqu'à ce que le Conseil municipal en décide autrement par règlement conformément à l'article 1077 du Code municipal, devient à la charge de l'ensemble des biens-fonds imposables de la nouvelle municipalité desservis par le réseau d'acqueduc au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes, sur la base de la valeur desdits biens-fonds, telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année, le solde des échéances, au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes, en capital et intérêts, des règlements suivants:

— les Règlements 37, 46, 47, 50-74, 54-75, 55-76, 61-77, 192-86 et 200-87 de l'ancienne paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche.

— les Règlements 209-66 et 217-87 de l'ancien village d'Yamachiche.

Les clauses d'imposition desdits règlements sont modifiées en conséquence.

10. Tous les biens mobiliers et immobiliers appartenant à chacune des municipalités requérantes deviennent la propriété de la nouvelle municipalité.

11. Les surplus accumulés des anciennes municipalités, à la date de l'entrée en vigueur des lettres patentes, seront affectés à la réalisation de travaux publics sur le territoire des municipalités qui ont accumulé les surplus.

Les déficits accumulés des anciennes municipalités, à la date de l'entrée en vigueur des lettres patentes, seront à la charge de l'ensemble des biens-fonds imposables de ces anciennes municipalités.

12. Toute dette qui pourrait survenir à la suite d'une poursuite judiciaire ou d'une transaction, pour un ou des actes posés par une des municipalités, est à la charge de cette ancienne municipalité.

13. Un inventaire sera fait de tous les documents (règlements, procès-verbaux, rôles d'évaluation, photographies, permis de construire, cartes, plans, rapports et autres) produits ou reçus par les ex-municipalités regroupées sous la direction du secrétaire-trésorier dans les six mois qui suivront la publication des lettres patentes.

14. Tous les employés permanents des anciennes municipalités demeurent à l'emploi de la nouvelle municipalité aux postes qui leur seront assignés, et ce, sous réserve des dispositions de la loi et des conditions suivantes:

— le secrétaire-trésorier de l'ancienne municipalité d'Yamachiche devient le secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité;

— la secrétaire-trésorière de l'ancienne municipalité de Sainte-Anne-d'Yamachiche devient secrétaire-trésorière adjointe de la nouvelle municipalité. L'année de la création de la nouvelle municipalité, la secrétaire-trésorière adjointe aura les mêmes conditions salariales que celles du secrétaire-trésorier.

15. Lors de son premier mandat, le Conseil de la nouvelle municipalité s'engage à dépenser annuellement, en travaux de voirie, à même le fonds général, un minimum de 30 000 \$ dans les limites du territoire de l'ancienne paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche et un minimum de 20 000 \$ dans les limites du territoire de l'ancien village d'Yamachiche.

16. La partie des coûts des travaux d'égouts sanitaires prévue au protocole signé, le 8 octobre 1986, entre le Gouvernement du Québec et l'ancien village d'Yamachiche, prise en charge par la nouvelle municipalité, sera financée à 75 % par les utilisateurs et 25 % par l'ensemble des biens-fonds imposables de la nouvelle municipalité.

Au cours des 10 premières années suivant le regroupement, toutes dépenses en immobilisation ayant pour objectif l'exécution de travaux d'égouts sanitaires, autres que ceux gérés par la Société québécoise d'assainissement des eaux, et de repavage des chaussées endommagées par ces travaux, déduction faite des subventions obtenues, seront réparties de la façon suivante:

— un montant équivalant à 25 % du coût de ces travaux sera réparti sur l'ensemble des biens-fonds imposables de la nouvelle municipalité;

— un montant équivalant à 75 % du coût de ces travaux sera réparti sur les usagers du réseau d'égouts sanitaires de la manière que décrètera le Conseil. La taxe spéciale imposée en vertu du présent paragraphe ne pourra toutefois pas être imposée aux utilisateurs d'égouts sanitaires dont les installations reliant leur propriété au réseau ont été, par le passé, laissées entièrement à leur charge ou entièrement à la charge des promoteurs du développement.

17. Les coûts de l'eau reçue de la Régie intermunicipale de l'aqueduc de Saint-Antoine seront répartis comme suit:

— 25 % à la charge de l'ensemble des biens-fonds imposables de la nouvelle municipalité;

— 75 % à la charge de l'ancienne paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche ou d'une partie de celle-ci, selon la volonté du Conseil.

Lorsque le territoire de l'ancien village pourra, à l'aide d'une conduite en place, être alimenté en eau produite par la Régie intermunicipale de l'aqueduc de Saint-Antoine, le Conseil de la nouvelle municipalité pourra modifier les conditions de l'alinéa précédent.

18. La nouvelle municipalité devient effective conformément à la loi.

EN FOI DE QUOI, le gouvernement émet et délivre les présentes lettres patentes sous le grand sceau du Québec.

TÉMOIN: l'honorable J. GILLES LAMONTANGE, C.P., lieutenant-gouverneur du Québec.

À Québec, le seize décembre mil neuf cent quatre-vingt-sept.

Par ordre,

*Le sous-procureur général
par intérim,
JEAN ALARIE*

Libro: 1547

Folio: 57

Avis de la délivrance des lettres patentes ci-dessus est donné conformément à l'article 16 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités (L.R.Q., c. R-19).

*Le sous-ministre,
JACQUES O'BREADY*



L'ACCÈS À L'INFORMATION

ça m'intéresse!



Une vie privée mieux respectée un citoyen mieux informé

Cinq ans après l'adoption à l'unanimité de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, la vie privée des Québécois est-elle mieux protégée? Le citoyen est-il mieux informé?

Dans ce document, la Commission d'accès à l'information répond oui et propose des mesures pour parfaire la loi.

Commission d'accès à l'information,
1987, 196 pages
EQQ 24203-2 **11,95 \$**

En vente dans nos librairies,
chez nos concessionnaires,
par commande postale et
chez votre libraire habituel.

Les Publications du Québec
C.P. 1005
Québec (Québec)
G1K 7B5

Vente et information :
(418) 643-5150
(Sans frais) 1-800-463-2100

Québec 



Port de retour garanti
Gazette officielle du Québec
1279, boulevard Charest ouest
Québec
G1N 4K7

ISSN 0703-5756

